

# PLUS



**La Jaguar de la controverse**

Page 3

**L'exécution de McVeigh reportée**

Page 5



CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 12 MAI 2001

La Presse

Le Québec n'est pas le seul endroit en Amérique où un vent de réforme souffle sur l'éducation. Aux États-Unis et au Canada anglais, des initiatives sont aussi mises sur pied afin d'améliorer le rendement des élèves et de rendre les écoles plus performantes. Aujourd'hui, dans le premier volet de notre série *L'École sous la loupe des parents*, notre envoyé spécial en Floride raconte l'expérience des bons d'éducation, une mesure controversée défendue avec énergie par le gouverneur de l'État, Jeb Bush, et son frère George W., président des États-Unis.

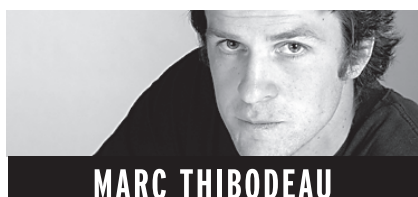


Photo MARC THIBODEAU, La Presse

L'école A.A. Dixon, située dans un quartier défavorisé de Pensacola, est l'un des deux établissements publics ciblés jusqu'à maintenant par le programme de bons d'éducation de l'État de la Floride. Le gouverneur Jeb Bush estime que cette approche controversée exerce un effet déterminant sur la réussite scolaire des élèves.

## LES BONS D'ÉDUCATION

# Une polémique *made in USA*



**MARC THIBODEAU**  
**L'ÉCOLE SOUS LA LOUPE DES PARENTS**

**SAM** | 1 > Floride: les bons d'éducation  
**DIM** | 2 > Québec: ruses d'admission  
**LUN** | 3 > Ontario: des profs évalués

PENSACOLA, Floride — Tous les matins, Jonathan Galloway saute à bord de la voiture de ses parents pour se rendre à l'école du Sacré-Coeur. L'établissement n'est situé qu'à une quinzaine de minutes de route de sa résidence, mais un monde le sépare.

Le quartier du rondelet et souriant garçon de 12 ans, situé en plein cœur de Pensacola, au nord de la Floride, n'a rien de bien réjouissant. De jeunes enfants courent sans surveillance dans les rues devant une série de bicoques en mal de rénovations.

À l'une des intersections, Martin Luther King, représenté sur une fresque qui couvre un immeuble en triste état, rappelle l'importance d'une bonne éducation. « Le plus vous en savez, le plus loin vous irez », dit son message.

Le message n'a pas échappé à l'attention de la mère de Jonathan, Cassandra, qui a décidé en désespoir de cause de se prévaloir il y a deux ans des possibilités offertes par le programme de bons d'éducation (plus communément appelés *vouchers*) lancé par le gouverneur de la Floride, Jeb Bush, en juin 1999.

Sommairement, chaque école publique de l'État reçoit une « note » variant de A à F qui est basée sur la performance de ses élèves à une série de tests standardisés administrés annuellement, les FCAT ou *Florida Standardized Assessment Tests*. Les enfants fréquentant un établissement qui a reçu deux F sont ciblés par les bons d'éducation.

La Floride remet le cas échéant aux parents qui le désirent un chèque équivalent au montant qui aurait normalement été versé à l'établissement public « sous-performant » pour l'éducation de leur enfant. La somme peut ensuite être utilisée pour fréquenter une autre école publique ou, ce qui est plus controversé, une école privée.

Bien qu'aucune province n'ait choisi d'importer les bons d'éducation au Canada jusqu'à maintenant, le programme compte sa part d'admirateurs au pays. L'Institut Fraser, un *think tank* (groupe de réflexion) voué à la promotion de solutions privées pour les problèmes de politiques publiques, a notam-

ment plaidé récemment pour l'introduction d'une telle formule au Québec après avoir publié un controversé palmarès d'écoles où les établissements privés figurent en tête de liste.

En Floride, seules deux des quelque 2500 écoles évaluées à l'échelle de l'État ont obtenu deux F jusqu'à maintenant. Les établissements en question, A.A. Dixon et Spencer Bibbs, sont situés au cœur de quartiers noirs défavorisés de Pensacola.

Selon M<sup>me</sup> Galloway, le personnel de Spencer Bibbs ne réussissait pas malgré toute sa bonne volonté à venir à bout des difficultés d'apprentissage de Jonathan, qui est l'un des 51 jeunes ayant fait le saut au privé avec les bons d'éducation. « Je me suis rendu compte il y a quelques années qu'il était incapable de lire même les mots les plus simples alors qu'il recevait régulièrement des A et des B dans sa classe spécialisée », dit-elle pour expliquer son choix.

### Besoin de suivi

L'école du Sacré-Coeur, se réjouit la mère, a les ressources qu'il faut pour accorder à l'enfant l'attention particulière dont il a besoin. « Avant, il était toujours déprimé. Maintenant, il se prend pour le roi du monde », indique M<sup>me</sup> Galloway, qui n'aurait jamais pu absorber une telle dépense.

« Le bon n'est pas suffisant pour payer tous les frais qui sont normalement demandés, mais l'école ferme les yeux. Moi, je ne paie rien », dit-elle.

Tracy Richardson est une autre mère de Pensacola qui chante les louanges des bons d'éducation. « Ma fille ne réussissait pas bien dans le public parce qu'elle avait besoin d'être encadrée », note la jeune femme, qui s'insurge contre l'idée que son enfant puisse être confinée à une école « en situation d'échec ».

« Je refuse que le statut socio-économique du quartier où je vis ait pour effet de punir ma fille », dit M<sup>me</sup> Richardson, qui est devenue un symbole national du mouvement en faveur de la liberté de choix scolaire.

Il y a quelques semaines, elle s'est rendue fièrement à Washington pour poser avec sa fille auprès du président des États-Unis, George W. Bush, à l'occasion du dévoilement de son programme en éducation, qui espère imposer à l'échelle du pays une version diluée du programme floridien, lui-même inspiré d'initiatives lancées à l'échelle muni-

cipale par des villes comme Cleveland, Milwaukee et New York.

« Pourquoi devrions-nous enfermer des enfants dans des écoles qui ne fonctionnent pas ? » demandait le politicien il y a quelques années lors d'une visite à Pensacola.

Alors que la droite américaine décrit les bons d'éducation comme un moyen de faire pression sur les écoles publiques pour les forcer à rehausser leur niveau tout en favorisant l'accès à une formation de qualité pour les enfants les plus démunis, les détracteurs du programme y voient une « tentative sournoise » de privatiser les services d'éducation.

Les syndicats d'enseignants comptent parmi les plus virulents critiques de cette approche. « Le gouvernement n'est pas vraiment intéressé à améliorer le réseau public. Tout ce qu'il veut, c'est le remplacer par le privé », dénonce Maureen Dineen, présidente de la Florida Education Association, qui compte 120 000 membres dans le réseau de l'éducation.

Le réseau public de la Floride est déjà l'un des moins bien financés du pays et l'implantation du programme de bons d'éducation, qui pourrait bientôt être élargi aux élèves fréquentant des écoles surchargées, le prive de précieuses ressources, dit-elle.

Le caractère confessionnel de nombre d'établissements privés floridiens constitue un autre irritant majeur aux yeux des détracteurs du programme, qui accusent le gouvernement de détourner l'argent de l'État au profit d'organisations religieuses en violant, du même coup, la Constitution.

Ils craignent par ailleurs que les établissements procèdent à « l'endoctrinement » des nouveaux venus même si la loi leur interdit d'obliger les bénéficiaires des bons d'éducation à prier ou professer une foi particulière.

L'école du Sacré-Coeur, fréquentée par le jeune Jonathan, se donne par exemple comme objectif d'éduquer « coeurs et esprits pour Dieu », une devise fièrement affichée sur sa façade.

La doctrine n'inquiète pas outre mesure M<sup>me</sup> Galloway, qui est elle-même croyante. Son fils, dit-elle, se rend chaque semaine à l'église située en face de l'école pour la messe, les deux établissements étant chapeautés par la même congrégation religieuse.

Le jeune garçon affirme, endoctrinement ou pas, qu'il adore sa nouvelle école et qu'il n'éprouve pas de difficultés d'intégration. « J'ai beaucoup d'amis, je n'en avais pas vraiment dans mon ancienne école », dit-il.

En dépit de l'enthousiasme manifesté par

les parents utilisant les bons d'éducation, ainsi que les déclarations de bonne intention du gouvernement, l'approche ne fait pas l'unanimité dans la communauté noire.

Adora Obu Nweze, qui dirige la conférence floridienne de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), estime que le gouvernement contrevient à ses responsabilités en offrant à certains des enfants des écoles les plus défavorisées de faire le saut au secteur privé.

« La responsabilité de M. Bush est de s'assurer que tous les enfants aient accès à une éducation de qualité, pas seulement 10 % d'entre eux. La solution passe par un meilleur appui aux écoles publiques, qui ne sont pas toutes pourries contrairement à ce qu'en disent les défenseurs des bons d'éducation », fait-elle valoir en insistant sur le fait que le secteur privé n'a ni les moyens, ni le désir d'accueillir un nombre important d'enfants provenant de milieux défavorisés.

### Libre choix

Patrick Hefferman, un résident de Miami qui a fondé un organisme favorable au libre choix scolaire, Floridians for School Choice, estime que le faible nombre de places disponibles vient justement invalider les thèses « alarmistes » relativement aux risques de destruction du système public.

« De toute façon, je suis loin d'être convaincu que tous les enfants pouvant avoir des bons d'éducation vont aller dans le privé. Ceux qui disent cela ont une bien piètre estime du réseau public. Regardez en Floride. Il y a 51 élèves qui sont allés dans le privé, mais il y en a plus encore (80) qui ont décidé de changer d'école publique. Ceux-là sont mentionnés moins souvent », dit-il.

M. Hefferman estime que les parents devraient avoir autant de choix que possible en matière d'éducation. « Si les parents ont plus de choix, les enfants en sortent gagnants », note-t-il.

À défaut de s'entendre sur l'intérêt du programme, défenseurs et critiques des bons d'éducation s'affrontent devant les tribunaux. C'est d'ailleurs le cas dans pratiquement tous les États où une telle initiative a vu le jour.

Le NAACP et le Florida Education Association avaient obtenu gain de cause l'année dernière lorsqu'un juge a statué que les bons d'éducation contreviennent à l'obligation de l'État d'offrir un service public de qualité. Mais le gouvernement a réussi quelques mois plus tard à faire renverser la décision.

La Cour suprême de Floride a refusé il y a quelques semaines d'entendre la cause. Prochaine étape: la Cour suprême des États-Unis.

À lire en B2:  
Les écoles montent au front

# Les bons d'éducation: plaie ou panacée?

MARC THIBODEAU  
envoyé spécial

PENSACOLA, Floride — Les bons d'éducation favorisent-ils la réussite? La réponse que vous recevrez à cette question dépend plus souvent qu'autrement des orientations idéologiques propres à votre interlocuteur.

Une kyrielle d'études et de contre-études sont régulièrement évoquées pour infirmer ou appuyer cette approche, qui fut présentée dès le milieu de la décennie par l'économiste Milton Friedman comme une façon d'améliorer l'efficacité et l'innovation pédagogique dans le monde de l'éducation.

Dans une récente étude, l'Institut Fraser, un groupe de réflexion basé en Colombie-Britannique, avance avec enthousiasme que les expériences menées depuis le début des années 90 à Milwaukee et à Cleveland ont démontré que les bons d'éducation pouvaient constituer un « pas déterminant vers l'égalité raciale, l'intégration sociale et le renouveau économique en milieu urbain » et offraient effectivement aux enfants de « meilleures opportunités éducatives ».

L'organisme cite notamment une étude menée par un groupe de chercheurs de Princeton qui suggère que les élèves ayant utilisé ce système au Wisconsin ont vu leurs résultats progresser de quelques points de pourcentage par année.

L'American Federation of Teachers, qui livre une bataille acharnée contre les bons d'éducation, rétorque que toutes les études favorables à cette approche émanent d'un groupe restreint de chercheurs qui appuient le libre choix scolaire.

« C'est bien simple, les bons d'éducation ne fonctionnent pas », tranche Bella Rosenberg, conseillère au président de l'AFT.

Cathy Wylie, une chercheuse du New Zealand Council for Educational Research qui a passé en revue les programmes existants pour favoriser le libre choix scolaire, estime que le recours à des bons d'éducation peut même avoir une incidence négative sur les résultats globaux des élèves s'il n'est pas correctement balisé.

Lorsque aucune contrainte ne s'applique, ce sont souvent les enfants dont les parents sont les plus éduqués qui partent vers d'autres écoles. Leur départ a pour effet d'isoler plus encore les enfants de milieux défavorisés et de limiter l'effet d'émulation qui découle d'un « mélange social équilibré », note la chercheuse.

De tels mélanges, indique-t-elle, sont importants puisqu'ils ont pour effet d'améliorer la performance des élèves provenant de familles défavorisées sans nuire pour autant à celle des élèves de familles nanties. Ils favorisent par ailleurs « une plus grande cohésion sociale ».

L'incidence par ailleurs limitée des bons d'éducation sur les élèves qui changent d'école peut s'expliquer, selon M<sup>me</sup> Wylie, par le fait que les écoles privées ne sont pas plus « efficaces » que les établissements publics. Leur succès apparent, juge-t-elle, provient plutôt de leur sélectivité et de l'abondance relative de ressources.

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) s'est aussi penchée dans une récente étude sur le phénomène des bons d'éducation et, plus largement, sur l'impact de l'élargissement du choix scolaire.

Tout en notant que ces initiatives semblent favoriser une plus grande participation des parents, les auteurs expliquent qu'il n'est pas possible de tirer de « conclusions fermes » relativement à leur incidence sur les résultats scolaires des élèves.

Le débat, bref, n'est pas près d'être clos.



La directrice de l'école A.A. Dixon, Judith Ladner, qui se penche sur les plus récents écrits d'une fillette de maternelle, ne croit pas que la pression appliquée sur son établissement par le programme des bons d'éducation ait favorisé la réussite scolaire.

Photos MARC THIBODEAU, La Presse



La visite à la cafétéria est généralement la première étape de la journée pour les élèves qui reçoivent une aide alimentaire gratuite en raison de leur difficile condition socio-économique.

# Les écoles montent au front

MARC THIBODEAU  
envoyé spécial

**PENSACOLA, Floride — Au fond de la classe, couché de tout son long sur le sol, un garçon dort à poings fermés alors qu'une enseignante procède à quelques mètres de là à un exercice de lecture.**

« En l'absence des parents, les enfants sont souvent pris en charge par leurs frères et leurs sœurs et ils ne se couchent pas à une heure raisonnable. Lorsqu'ils sont trop fatigués, il n'y a rien d'autre à faire que de les laisser dormir », explique Judith Ladner pour expliquer la surprenante scène.

L'énergique directrice de l'école A.A. Dixon, située au coeur d'un quartier défavorisé de Pensacola, ne manque pas d'anecdotes pour illustrer les difficultés considérables que doit surmonter le personnel de l'établissement pour mener à bien sa mission éducative.

« Ça va bien au-delà de ce que l'on demande normalement au personnel d'une école », note-t-elle.

Les enfants proviennent de familles éclatées et moins de la moitié d'entre eux peuvent compter sur la présence d'au moins un parent biologique à la maison, note M<sup>me</sup> Ladner, qui a un mot d'encouragement pour chacun des enfants qu'elle croise dans les corridors.

La pauvreté est manifeste puisque « plus de 99,9 % d'entre eux » sont admissibles à l'aide alimentaire gratuite fournie par l'État, souligne la directrice, qui commence sa journée en accueillant les élèves à la cafétéria.

Lors du passage de *La Presse* il y a quelques semaines, les enfants faisaient sagement la queue pour obtenir leur premier repas de la journée. « Vous devriez les voir le lundi matin. Ils dévorent leur assiette parce qu'ils ne mangent habituellement pas à leur faim durant le week-end », a indiqué alors une enseignante, Janice Webb.

L'absence des parents, la faim, la fatigue et le manque de ressources sont autant de facteurs susceptibles de nuire à la réussite scolaire, mais l'État de la Floride en fait peu de cas lorsqu'il évalue la performance des écoles pour définir quels établissements doivent être ciblés par son programme de bons d'éducation, déplore M<sup>me</sup> Ladner.

« Ils se contentent de prendre en considération les résultats des élèves aux FCAT (*Florida Comprehensive Assessment Tests*, des tests standardisés en lecture, en écriture et en maths) sans considérer que nos élèves ont généralement deux ans de retard par rapport à un enfant normal lorsqu'ils arrivent à l'école », dit-elle.

En 1999-2000, l'établissement a obtenu la note F pour la deuxième année consécutive en raison des résultats obtenus aux FCAT. Les parents des élèves ont obtenu du même coup le droit de réclamer des bons d'éducation à l'État pour envoyer leurs enfants dans d'autres établissements, publics ou privés.

« Les parents jugeaient que c'était injuste parce qu'ils connaissent le niveau d'efforts que nous faisons pour venir en aide à leurs enfants », dit M<sup>me</sup> Ladner.

Bien qu'une cinquantaine des quelque 400 enfants soient partis, la plupart des parents ont décidé de rester fidèle à l'école qui a pu améliorer sa situation de manière à obtenir la note D pour 1999-2000, l'année suivant l'introduction des bons d'éducation.

L'établissement n'est pas le seul à avoir amélioré ses résultats durant cette période puisque seules quatre des écoles de l'État ont obtenu un F cette année-là comparativement à 78 l'année précédente.

Une récente étude de l'évolution des résultats aux FCAT produite par un groupe de recherche américain favorable au libre choix scolaire, le Manhattan Institute, relève par ailleurs que les établissements ayant obtenu les notes les plus faibles la première année sont ceux qui ont enregistré les gains les plus importants.

Aux yeux du gouverneur Jeb Bush, il s'agit d'une « solide preuve » que la pression mise sur les écoles par le nouveau programme donne des résultats.

Les détracteurs du programme floridien n'en croient pas un mot et font valoir que l'étude brandie par le gouverneur ne tient pas la route parce qu'il ne prend pas en compte les autres facteurs susceptibles d'influer sur la réussite scolaire.

M<sup>me</sup> Ladner estime, dans la même veine, que l'évolution positive enregistrée aux FCAT par son établissement découle du prolongement de l'année scolaire d'une période de 30 jours, rendue possible par une subvention additionnelle du gouvernement, ainsi que de mesures pédagogiques mises en place « avant même que le gouverneur Bush n'arrive à son poste ».

« Ça n'a rien à voir avec la menace des bons d'éducation », tranche M<sup>me</sup> Ladner.

La directrice du seul autre établissement touché par les bons d'éducation, Spencer Bibbs, qui est situé dans le même secteur que A.A. Dixon, explique de la même façon le passage de son école de F à D en 1999-2000.

« La réussite prend du temps. Les changements que nous observons sont le fruit de

plusieurs années d'efforts et non le résultat des bons d'éducation », estime Linda Scott. Elle ajoute que le gouvernement devrait évaluer les élèves au début et à la fin d'une année scolaire s'il veut avoir une réelle idée de l'impact du personnel sur les élèves.

Les sceptiques notent par ailleurs que l'évolution des résultats aux examens standardisés pourrait simplement refléter le fait que les écoles préparent mieux les élèves à cette fin précise et faussent du même coup les résultats.

« Les écoles sont devenues obsédées par les FCAT et n'hésitent pas, dans bien des cas, à laisser de côté les matières qui ne sont pas liées aux examens. Ils négligent des sujets comme l'histoire qui sont importants pour assurer une véritable éducation », note Maureen Dinnen, présidente de la Florida Education Association.

Elle doute par ailleurs de la validité scientifique de cet outil de mesure, notamment du fait que certains établissements sont passés en un an de F à A.

Jeb Bush n'a cure de ces réserves. « Le fait est que les élèves apprennent », a-t-il lancé à l'attention de ses détracteurs en juin dernier en commentant la progression des notes.

Ironiquement, le sort des enfants qui ont quitté le réseau public grâce aux bons d'éducation demeure inconnu puisque les établissements privés, traditionnellement réfractaires à toute forme de contrôle de l'État, ne sont pas soumis aux FCAT.

« Les enfants qui arrivent du secteur public les subissent quand même pour que les parents puissent suivre leur évolution, mais il est trop tôt pour que je puisse vous donner des résultats. Ils n'en sont qu'à leur deuxième année dans leur nouvelle école », dit Jo Ann Carren, porte-parole du département de l'Éducation de la Floride.



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

Le président de la Société des alcools du Québec, Gaétan Frigon, estime que la Jaguar est un bien petit avantage pour un gestionnaire sous-payé. « Il serait temps qu'on arrête le misérabilisme: quand on travaille pour le gouvernement, il faut absolument avoir l'air misérable », dit-il.

# La Jaguar de la controverse

## Peut-on vraiment comparer l'entreprise privée et le secteur public ?



KATIA GAGNON

QUÉBEC — S'il avait à acheter une nouvelle voiture payée avec l'argent des contribuables, Gaétan Frigon n'hésiterait pas un seul instant. Malgré toute l'encre qu'a fait couler la désormais célèbre automobile du président de la Société des alcools du Québec, ce dernier choisirait de nouveau une Jaguar. Sans le moindre remords.

« Si j'avais à changer, je reprendrais la même », lance-t-il dans une entretien avec *La Presse* à l'issue d'une semaine de controverse. « Il serait temps qu'on arrête le misérabilisme : quand on travaille pour le gouvernement, il faut absolument avoir l'air misérable. » Provocation ? Non. Gaétan Frigon estime tout simplement que la Jaguar est un bien petit avantage pour un gestionnaire sous-payé.

À 157 000 \$ par année plus des bonus pouvant atteindre 16 000 \$, le président de la SAQ — une entreprise avec un chiffre d'affaires de deux milliards — peut en effet faire valoir qu'il est payé le dixième du salaire du PDG de Metro, qui a empoché en 1999 plus d'un million de dollars en salaire et en primes. Sans parler des revenus de vente de ses actions, qui ont fait grimper le revenu de Pierre Lessard à... six millions !

« Un sous-ministre aux Finances vaut bien un vice-président de chez Quebecor. Et pourtant, il est payé trois fois moins cher », lance Claude Blanchet, président de la Société générale de financement.

« Le privé et le public, c'est le jour et la nuit », renchérit Claude Séguin. Ce dernier, mandarin dans la fonction publique québécoise pendant 15 ans, a fait le saut chez Téléglobe en 1992. Non seulement son salaire est-il passé du simple au double, mais les bénéfices sur les actions de l'entreprise, qu'il a vendues au bon moment, l'ont rendu pratiquement millionnaire. Et pourtant. Où est Claude Séguin aujourd'hui ? Président du groupe participation... à la Caisse de dépôt et placement. Dans la fonction publique.

### Trop ou pas assez ?

La haute fonction publique québécoise est-elle trop ou pas assez payée ? Le cas de M. Séguin illustre parfaitement que la réponse à cette question est loin d'être simple. Malgré une importante perte salariale, Claude Séguin a accepté l'offre de la Caisse de dépôt parce qu'elle offrait un défi unique.

« La Caisse, c'est le plus gros gestionnaire au Canada. Il n'y a aucun équivalent dans le privé, explique-t-il. C'est souvent là l'attrait

DES EXEMPLES DE RÉMUNÉRATION				
	SALAIRE	PRIME	TOTAL	
QUÉBEC (chiffres de 2000)	> Hydro-Québec	337 000\$	jusqu'à 30% du salaire	± 438 100\$
	> Caisse de dépôt	256 500\$	jusqu'à 15% du salaire	± 294 975\$
	> Société générale de financement	250 000\$	jusqu'à 15% du salaire	± 287 500\$
	> Loto-Québec	234 000\$	jusqu'à 15% du salaire	± 269 100\$
	> Société des alcools du Québec	157 000\$	jusqu'à 15% du salaire	± 180 550\$
	> Investissement-Québec	153 000\$	jusqu'à 15% du salaire	± 175 950\$
ONTARIO (chiffres de 2000)	> Independent Electricity Market Operator	519 000\$	2100\$	521 100\$
	> Ontario Financing Authority	388 600\$	5700\$	394 300\$
	> Ontario Securities Commission	540 000\$	11 300\$	551 300\$
	> Ontario Lottery Corporation	349 100\$	3600\$	352 700\$
	> Alcohol and Gaming Commission of Ontario	201 200\$	9900\$	211 100\$
	> Liquor Control Board of Ontario (la SAQ ontarienne)	104 000\$	—	104 000\$
	> Régime de retraite de employés municipaux de l'Ontario	334 300\$	22 000\$	356 300\$
FÉDÉRAL (chiffres de 2000)	> Société canadienne des postes	entre 314 700\$ et 370 200\$	jusqu'à 25% du salaire	entre 393 375\$ et 462 750\$
	> Banque du Canada	entre 296 800\$ et 349 200\$	—	entre 296 800\$ et 349 200\$
	> Radio-Canada	entre 262 200\$ et 308 500\$	jusqu'à 20% du salaire	entre 314 640\$ et 370 200\$
	> Énergie atomique du Canada	entre 218 500\$ et 257 100\$	jusqu'à 15% du salaire	entre 251 275\$ et 295 665\$
	> Société canadienne d'hypothèques du salaire et de logement	entre 218 500\$ et 257 100\$	jusqu'à 15% du salaire	entre 251 275\$ et 295 665\$
SECTEUR PRIVÉ (chiffres de 1999)	> Via-Rail	190 100\$ à 223 600\$	jusqu'à 15% du salaire	218 615\$ et 257 140\$
	> PDG de Bombardier	750 000\$	1 676 200\$ gains sur options 8 400 000\$	10 800 000\$
	> PDG de Métro	526 200\$	526 400\$ gains sur options 5 652 700\$	6 645 000\$
	> PDG de Téléglobe	853 000\$	256 000\$ gains sur options : 5 301 880\$	6 745 300\$
	> PDG de BCE	1 148 000\$	1 419 000\$	2 690 900\$
	> PDG d'Alcan	740 700\$	1 108 000\$	2 302 300\$
	> PDG de la Banque nationale	575 000\$	769 800\$ gains sur options 565 700\$	1 916 400\$
	> PDG de Quebecor	786 100\$	684 000\$	1 534 400\$

numéro un des emplois dans la haute fonction publique : le défi. On a le sentiment d'être en train d'écrire l'histoire. C'est un défi de société captivant. Les gens du privé sont un peu jaloux de ça. Ils sont plus riches, mais souvent, ils s'ennuient », rigole M. Séguin.

Toutefois, côté chiffres, le portrait est moins rose. Certains s'en tirent bien : André Caillé, le président d'Hydro-Québec, a conservé à peu près le même salaire — 337 000 \$ plus une prime qui peut atteindre 30 % du salaire — que lorsqu'il était dans le privé. D'autres souffrent davantage de la comparaison non seulement avec le privé, mais aussi avec les autres fonctions publiques canadiennes.

Un exemple. Le président de Loto-Québec, Michel Crête, qui a vu son salaire augmenter il y a un an comme la plupart des hauts fonctionnaires québécois, gagne maintenant 234 000 \$, plus une prime qui peut atteindre 35 000 \$. Son homologue ontarien gagne, grosso modo, 100 000 \$ de plus par an. Même scénario ailleurs dans la fonction publique : le président québécois de la Régie des alcools,

des courses et des jeux gagne 119 000 \$, son équivalent ontarien, 210 000 \$.

À Ottawa, où le gouvernement fédéral estime que sa haute fonction publique est encore sous-payée, les salaires des grands mandarins atteignent facilement les 300 000 \$, plus les primes, bien sûr. Le président de Postes Canada peut obtenir un traitement qui s'approche du demi-million, à 462 000 \$. Le salaire du président de Radio-Canada peut atteindre 369 000 \$. « Les trois quarts des titulaires de postes semblables dans le secteur privé reçoivent des compensations supérieures », note le comité qui a étudié l'an dernier, les salaires versés par Ottawa.

À Québec, un groupe présidé par Claude Béland a évalué l'an dernier que les sous-ministres québécois affichaient un retard de 312 % par rapport aux emplois comparables dans le privé. Conséquence, craignent certains : l'État québécois se videra, à long terme, de ses meilleures forces qui iront grossir les rangs du privé. « Quand on ne paye pas, on ne peut pas choisir les meilleurs », tranche Claude Blanchet.

Un exemple ? Pierre Shedleur, ancien président de la Commission de la santé et sécurité du travail, a eu trois offres d'emploi dans la même semaine lorsqu'il a décidé de quitter la fonction publique. « Il y avait comme un message là », dit celui qui travaille maintenant chez Bell Canada.

### Des pommes et des oranges

Mais peut-on vraiment comparer l'entreprise privée et le secteur public ? Non, répond Pierre Geoffron, de Towers & Perrin, une firme internationale de conseillers en rémunération. « Comparer le secteur public et l'entreprise privée, c'est comparer des pommes et des oranges », lance-t-il. Pourquoi ? D'abord parce que le travail n'est pas le même. « Les actionnaires veulent toujours une valeur en hausse, ils poussent dans le dos, il faut mettre du monde dehors, ce n'est pas du tout le même genre de gestion », dit M. Geoffron.

« La SAQ est en situation monopolistique. Ce n'est pas la même chose de gérer une chaîne d'alimentation dans un contexte extrêmement concurrentiel. Les emplois

des PDG sont constamment menacés. Dans la fonction publique, ils sont une relative sécurité d'emploi. La pression générale est moins importante », renchérit Michel Tremblay, professeur aux Hautes Études commerciales.

Ensuite, les bonis auxquels ont droit les présidents de société d'État sont presque automatiques, alors que leurs collègues du privé les obtiennent en moyenne deux années sur cinq, en fonction des rendements. Les régimes de retraite sont également infiniment meilleurs dans la fonction publique. « Et souvent, les gens utilisent la fonction publique comme tremplin pour une plus grosse job ailleurs », fait valoir M. Geoffron.

Bref, le vrai comparatif de la haute fonction publique, ce ne sont pas les chefs d'entreprise, mais les politiciens, dit Michel Tremblay. « Les boss du président d'Hydro-Québec, André Caillé, c'est qui ? C'est le ministre des Ressources naturelles et le premier ministre, qui sont payés trois fois moins que lui. Le barème de la fonction publique, c'est celui du politique, pas du secteur privé », fait-il valoir.

Quant aux comparaisons avec l'Ontario, elles ne tiennent pas non plus, selon lui, parce qu'on parle d'une province beaucoup plus riche que le Québec. « À ce compte-là, il va falloir regarder non seulement les grands gestionnaires, mais aussi les profs d'université, les infirmières, les professeurs, qui sont tous plus payés en Ontario. On tombe dans une logique différente : la capacité de payer de l'État. »

Les propos de M. Geoffron et Tremblay font dresser les cheveux sur la tête d'André Dicaire, qui a fait toute sa carrière, outre un passage de six ans chez CGI, dans la haute fonction publique québécoise. « C'est une forme de concurrence de se faire interpellé tous les jours à l'Assemblée nationale sur nos résultats. De passer sous la loupe des commissions parlementaires, du Vérificateur général, du Protecteur du citoyen », plaide-t-il. Il faut évidemment ajouter à cela les considérations politiques, qui viennent souvent compliquer le travail des gestionnaires publics. « Ceux qui réussissent à jongler avec toutes ces balles méritent toute notre admiration », dit Claude Séguin.

Et surtout, surtout, les gestionnaires publics doivent savoir manier les symboles avec des pincettes : Gaétan Frigon l'a appris à ses dépens. « J'aurais eu 100 millions de revenus en moins pour le gouvernement et j'aurais conduit une Chevrolet, personne ne s'en serait formalisé », dit-il. Pour Michel Tremblay, même si Gaétan Frigon mériterait peut-être un meilleur salaire, la Jaguar demeure une erreur. « M. Frigon a mal évalué la symbolique de la Jaguar : le pouvoir, la richesse, l'insouciance. Et au bout du compte, celui qui paie, c'est le peuple ».



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

Pour le chef conservateur Joe Clark, le gouvernement de Jean Chrétien cherche à donner l'impression d'être actif.

# « Un gouvernement sans plate-forme »

Joe Clark croit à l'éclosion d'une nouvelle force politique



GILLES TOUPIN

Le chef du Parti progressiste-conservateur, Joe Clark, a estimé hier dans une entrevue à *La Presse* que la façon de gouverner de Jean Chrétien et le bruit entourant le « Shawinigate » ont donné à la politique canadienne une tournure qui favorise l'éclosion d'une nouvelle force politique au pays.

« Il y a une implication importante qui ressort de l'affaire Shawinigate, explique-t-il. Le gouvernement a été forcé depuis les élections, en raison de cette affaire, de trouver une façon de faire diversion. Comme tout le monde le sait, c'est un gouvernement sans plate-forme. Malheureusement, il n'était pas nécessaire pour eux d'avoir un programme pour gagner les élections. Ils ont gagné par défaut. Ils n'ont proposé aucun changement par la suite. Ils ont gardé les mêmes ministres, la même direction. C'était le statu quo. »

Pour détourner les projecteurs du Shawinigate, affirme M. Clark, les libéraux se sont

mis à lancer à la sauvette de nouveaux programmes, dont la commission sur la santé dirigée par Roy Romanow et mise sur pied sans aucune consultation avec les provinces. Ils se sont mis à se préoccuper d'énergie et à parler de développement des ressources pétrolières du Grand Nord, « sans aucune politique nationale qui assurerait que nos industries pétrochimiques et les autres industries connexes se développent ici même au Canada » plutôt qu'aux États-Unis. Ils ont annoncé un projet sur le clonage humain sans projet de loi (« et cela après huit ans de pouvoir des libéraux ») ; un projet qui se résume à une série de recommandations. Et, ajoute M. Clark, ils n'ont pas de politique claire sur le bouclier antimissile américain.

M. Clark, qui avoue regretter maintenant ne pas s'être fait élire bien avant le 27 novembre dernier aux Communes et qui s'avoue surpris de l'impact qu'il a eu dans l'auguste enceinte, se dit fort préoccupé par toute cette question énergétique. Il estime que M. Chrétien a raison de favoriser la construction d'oléoducs dans le Grand Nord étant donné que l'opposition contre ce genre de projets, surtout du côté des environnementalistes, a pratiquement disparu.

« Mais, dit-il, les libéraux sont prêts à développer les ressources de notre Grand Nord et à les envoyer directement à San Diego. Ils

sont prêts à faire cela sans s'assurer que cette exploitation favorisera l'essor de l'industrie de la pétrochimie chez nous. Même chose pour les sables bitumineux, ajoute-t-il. Si vous parlez avec les dirigeants des compagnies impliquées dans ces projets, ils ont tous de fortes préoccupations environnementalistes. Pas le gouvernement Chrétien. Le gouvernement Chrétien s'est engagé dans ces projets avec le gouvernement américain sans mesurer les impacts pour le Canada. »

## Un « survivor »

« C'est un gouvernement qui cherche à donner l'impression d'être actif, conclut Joe Clark. M. Chrétien aime bien se vanter d'être un *survivor*. Le problème, c'est qu'il a survécu sans rien faire et ce style de gouvernement lui a permis de remporter trois élections. »

Le chef conservateur, qui s'est fait le principal assaillant de Jean Chrétien aux Communes à propos du Shawinigate, ne croit pas que l'affaire soit banale et mérite d'être abandonnée. « On doit continuer, dit-il. Beaucoup de questions importantes restent sans réponse. » Le chef du PC donne en exemples le flou qui entoure les activités de la Banque de développement du Canada dans cette affaire, le traitement et le rôle de l'ancien conseiller de M. Chrétien, Jean Carle, qui travaille maintenant à la BDC, et

les actions publiques contre l'ancien directeur de cette banque, François Beaudoin.

« Nous avons connu du succès, affirme Joe Clark, dans nos demandes d'éclaircissement. Les gens soupçonnent maintenant qu'il y a quelque chose qui ne marche pas dans cette affaire. Et puis, pour moi, c'est une question de devoir. C'est mon rôle comme chef d'un parti d'opposition que de m'assurer que le gouvernement rende des comptes, même s'il s'agit parfois de questions de détails. C'est souvent dans les détails que se cache la vérité. Enfin, la férocité avec laquelle le gouvernement a essayé de fermer le dossier démontre qu'il y a anguille sous roche. »

Malgré sa guerre contre le gouvernement libéral, le chef du Parti progressiste-conservateur affirme ne pas vouloir personnellement succéder à Jean Chrétien et redevenir un jour premier ministre du Canada. Il envisage toujours de mettre un terme à sa carrière politique avant les prochaines élections fédérales. « Je ne veux pas avoir la direction du Parti conservateur si cela est pour nous faire perdre la prochaine élection », tranche-t-il. Mais il reconnaît, si on insiste un peu, que les choses changent vite en politique. « S'il s'avère que je suis le candidat le plus capable de gagner les élections, précise-t-il, il faudra que j'aie une sérieuse conversation avec ma femme, Maureen McTeer, et ma fille, Catherine. »

# Au moins, « Stock » a le sens de l'humour

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Stockwell Day n'a pas tous les défauts, n'en déplaît à Art Hanger et Gary Lunn, les députés alliancistes expulsés du caucus pour avoir contesté le chef. Il a au moins, ce qui n'est pas rien, la capacité de rire de ses malheurs. Il a réussi, samedi soir dernier, à faire une belle ratatouille de toutes les tomates pourries qui lui ont été lancées au cours des dernières semaines. C'était lors du traditionnel dîner annuel de la Tribune de la presse parlementaire où chacun, journalistes et élus, sort les drapeaux blancs le temps d'une soirée et se paie une bonne pinte de rire... à ses propres dépens.

« C'est ma première apparition publique, a dit le contesté chef de l'Alliance canadienne, depuis que je me suis joint au programme de protection des témoins. »

« Stock », comme disent ses collègues, a pour ainsi dire été la cible préférée de tous, Jean Chrétien compris, et il s'est tenu courageusement debout. Il a non seulement encaissé, mais encore il en a rajouté. Il a notamment découvert, a-t-il confié aux 500 personnes de l'assistance, que ce n'était pas une bonne idée de donner des conférences de presse en habit de plongée et, qui plus est, que ce n'était pas une bonne idée de donner des conférences de presse tout court... « Les médias veulent savoir ce qui se passe au sein du caucus de l'Alliance, a-t-il lancé. Moi aussi ! »

Le chef de l'Alliance a aussi révélé qu'il avait enfin compris ce que signifiait un virage stratégique. « À chaque fois que je me vire de bord, a-t-il dit, quelqu'un d'autre vient de me quitter... »

Puis, Stockwell Day n'a pas hésité à tirer au clair une fois pour toute l'un des incidents qui lui a causé le plus de torts lors de la dernière campagne électorale. Souvenez-vous. Après qu'un professeur de religion eut révélé que M. Day avait expliqué dans une église qu'il croyait que les dinosaures peuplaient la



Photos PC

**Stockwell Day a été samedi dernier la vedette incontestée du dîner annuel de la Tribune de la presse. Le chef du Nouveau Parti démocratique, Mme Alexa McDonough, lui a offert un gilet de sauvetage, pendant que Jean Chrétien, tel un espion, utilisait une chaussure comme téléphone portable.**



terre, il y a 6000 ans, en compagnie de l'homme, un meneur de claqué libéral avait affirmé sur les ondes de la CBC qu'il était temps que le chef de l'Alliance réalise que

les Flinstones n'étaient pas un documentaire.

M. Day a informé la Tribune de la presse parlementaire samedi qu'il savait parfaitement bien que les Flinstones n'étaient pas un documentaire. « L'animal de la famille, a-t-il expliqué, le brontosaurus Dino, n'a pas pu être domestiqué. Impossible. Les brontosaures étaient beaucoup trop gros et trop sauvages pour cela. »

Stock sait encaisser, ça c'est sûr. Le premier ministre Jean Chrétien venait de se foutre de sa gueule à propos du détective privé contacté récemment par l'Alliance pour enquêter sur les libéraux. M. Chrétien a parlé dans un soulier comme s'il s'agissait d'un téléphone d'espion. Joe Clark, le chef conservateur, s'est présenté à la tribune déguisé en espion, avec imperméable et lunettes fumées. Le premier ministre, faisant allusion à sa longévité en tant que chef libéral, venait tout juste de danser sur la scène en chantant *I'm Still Standing* d'Elton John. M. Chrétien semblait fort heureux que les projecteurs médiatiques aient été détournés de l'affaire du golf de Grand-Mère du côté des malheurs de Stock.

## L'homme invisible

Le chef de l'Alliance n'a pas fui devant la charge à la baïonnette, contrairement au chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, qui brillait par son absence et à qui la Tribune de la presse a décerné un oscar pour la meilleure interprétation de l'homme invisible. M. Duceppe avait été chahuté les deux années précédentes pour avoir failli à la règle de base de ces soirées : être capable de rire de soi. Stock, lui, qui n'a

pas une relation aisée avec la presse depuis que son leadership est contesté, est allé jusqu'à supplier le bureau de direction de la tribune de ne pas attendre jusqu'au mois d'avril prochain pour tenir son prochain dîner annuel, avec à l'esprit bien sûr le vote à la direction de l'Alliance qui doit avoir lieu en avril 2001.

« Cette semaine, c'est la fin de la série *Survivor*, a lancé Jean Chrétien à l'intention de son rival, et le début d'une autre. » Et Alexa McDonough, le chef du NPD, offrait au chef de l'Alliance un gilet de sauvetage que celui-ci s'est empressé de revêtir devant la galerie amusée.

La gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, qui était apparue au dernier dîner de la tribune en peignoir de ratine rose et pantoufles Mickey Mouse, était absente en raison d'une visite d'État en Argentine et au Chili. Elle a néanmoins envoyé une vidéocassette dans laquelle elle apparaissait vêtue d'une robe de carnaval sud-américain en plumes et où elle téléphonait à Jean Chrétien pour lui offrir de transformer le terrain de cricket de Rideau Hall en neuf trous de golf. Le premier ministre se débat depuis des mois dans une affaire liée à un club de golf dans son comté. Mme Clarkson n'a pas manqué, encore une fois, de se moquer de sa propre garde-robe en apparaissant à la fin de son film en femme de ménage, foulard lié sur la tête, passant elle-même l'aspirateur dans son bureau de chef de l'État.

Bref, Stockwell Day, en révélant aux journalistes son côté bon joueur, a marqué quelques points. Mais comme le faisait remarquer un collègue, ces points ne lui seront pas d'une grande utilité devant les membres de son caucus et devant les électeurs canadiens. Ça ne comptait pas, c'était juste pour rire.

Ô vie politique cruelle !

# L'exécution de Timothy McVeigh reportée

Le FBI a omis de remettre 3100 pages de documents aux avocats de la défense

Agence France-Presse

WASHINGTON — L'administration Bush a repoussé au 11 juin l'exécution prévue mercredi de Timothy McVeigh, auteur de l'attentat d'Oklahoma City, à la suite de la découverte inattendue d'un vice de procédure dû à une bévue du FBI.

Cette décision en forme de coup de théâtre a été annoncée hier par le ministre de la Justice. « C'est ma responsabilité en tant qu'at-torney général de promouvoir et de protéger l'intégrité de notre système de justice », a-t-il expliqué en informant la presse de ce report.

Les derniers préparatifs pour l'exécution par injection de McVeigh, dans la prison de Terre Haute en Indiana, ont été suspendus.

McVeigh, 33 ans, responsable de la mort de 168 personnes dans l'attentat le plus meurtrier perpétré sur le territoire américain, s'est pendant ce temps entretenu hier dans sa cellule avec ses avocats.

« Il est chagriné, dans une certaine mesure frustré. Mais il a de la ressource. Il est en mesure d'analyser la situation. Il veut étudier toutes les options et prendre une décision », a relaté l'un d'eux, Rob Nigh, à l'issue de son entretien avec le condamné.

Le président George W. Bush s'est quant à lui félicité de la décision de reporter l'exécution, la qualifiant de « bonne ». Il en a profité pour louer « la bonne santé » du système judiciaire américain.

« Il est très important pour notre pays que la peine de mort soit administrée de façon équitable », a poursuivi le chef de la Maison-Blanche en estimant que McVeigh avait « de la chance d'être en Amérique », où, a-t-il précisé, ses droits sont respectés.

« C'est une énorme gifle pour ceux qui pensent que le système de la peine capitale fonctionne dans ce pays », a pour sa part affirmé William Schulz, directeur de la section américaine d'Amnistie internationale.

Les critiques se concentrent désormais sur le FBI, responsable de la maladresse qui a contraint M. Ashcroft à prendre sa décision.

Jeudi soir, embarrassé, le département de la Justice avait admis que 3100 pages de documents relatifs à l'enquête du FBI sur l'attentat du 19 avril 1995 n'avaient pas été remises aux avocats de McVeigh avant le procès.

Une erreur de procédure d'autant plus gênante qu'il s'agit de témoignages et données collectés quand les enquêteurs s'intéressaient à l'hypothèse d'un complot anti-américain.

Cette piste avait ensuite été abandonnée, les enquêteurs affirmant avoir établi que McVeigh s'était rendu seul le 19 avril 1995 à Oklahoma City pour y faire exploser le camion piégé avec l'aide d'un complice, Terry Nichols.

Nichols, condamné depuis à la prison à vie, a fait savoir hier par l'intermédiaire de ses avocats qu'il souhaitait faire appel de sa sentence devant les plus hautes instances juridiques américaines.

M. Ashcroft n'a pas mâché ses mots à l'égard du FBI, dont la réputation est déjà entachée par une série d'affaires, notamment d'espionnage.

« Si le FBI a fourni des volumes entiers de documents dans cette affaire, il apparaît maintenant clairement que le FBI n'a pas pleinement respecté ses obligations », a-t-il déclaré.

Il a annoncé l'ouverture d'une enquête afin de déterminer pourquoi les documents, qui étaient disséminés dans 45 des 56 antennes du FBI, n'avaient pas été présentés à la défense de McVeigh.

M. Bush a récemment accepté la démission pour « raisons personnelles » du directeur du FBI, Louis Freeh.

McVeigh avait renoncé à toutes les procédures lui permettant de faire appel de sa condamnation à mort et s'était dit prêt à mourir mercredi par injection.



Photos AP et Reuters

L'attorney général John Ashcroft a annoncé hier que l'exécution de Timothy McVeigh (photo de gauche) était reportée jusqu'au 11 juin, pour permettre aux avocats du condamné de prendre connaissance de documents que leur avait cachés le FBI. Pendant ce temps, des manifestants (photo de droite) continuent de réclamer l'abolition de la peine de mort et à Oklahoma City, une statue du Christ garde l'entrée du mémorial aux victimes de l'attentat.



## Que sont les milices devenues?

La fin d'une certaine paranoïa



Aux États-Unis, Timothy McVeigh est l'incarnation extrême d'une paranoïa antigouvernementale qui a pris forme autour d'un discours de George Bush père en 1990, celui où le 41<sup>e</sup> président célébrait l'avènement d'un « nouvel ordre mondial » après la défaite du communisme.

Le 11 juin prochain, McVeigh devrait être exécuté dans la prison fédérale de Terre Haute, en Indiana. Que restera-t-il de la paranoïa qui l'a poussé à tuer 168 personnes, dont 19 enfants, dans un attentat terroriste? Que subsistera-t-il de l'extrême droite? Au temps de George Bush fils, la réponse ne manque peut-être pas d'ironie. Mais d'abord, un retour.

En 1990, derrière la fameuse expression du président Bush père, l'extrême droite américaine voit se profiler une conspiration, un complot. Aux yeux de ses adhérents, Bush père et ses complices s'apprennent à sacrifier la souveraineté américaine au nom de ce « nouvel ordre mondial ». Si les « patriotes » ne se lèvent pas, ils perdront leur pays au profit des organisations internationales, de Wall Street, des bureaucrates, des politiciens corrompus. Ils s'insurgent contre la mondialisation, bien avant Seattle et Québec.

Partout dans l'Ouest et le Midwest, les milices paramilitaires naissent. Les « patriotes » s'arment, s'entraînent, fréquentent les « gun-shows ». Ils ont leurs porte-parole, qui accusent le gouvernement de menacer leurs libertés, surtout celle de s'armer. Louis Beam, un

ex-membre du Ku Klux Klan, appelle ses semblables à une «résistance sans leader», comme celle décrite dans la bible de l'extrême droite, *The Turner Dairies*, dans laquelle les héros finissent par faire sauter le quartier général du FBI. James Bo Gritz, héros de la guerre du Vietnam et propagandiste des milices, multiplie les entrevues habillé en para, devenant une sorte de star médiatique.

Au fils des ans, les griefs s'accumulent. En 1992, Randy Weaver se rend aux U.S. Marshalls après un siège de 11 jours ponctué de coups de feu. Armé jusqu'aux dents, il vivait avec sa famille dans une cabine, à Ruby Ridge, en Idaho. Dans l'affrontement avec les agents fédéraux, sa femme et son fils perdirent la vie.

En 1993, les « patriotes » promettent de venger Weaver et les 80 martyrs de la secte des davidiens, à Waco, au Texas, tués à la suite d'un assaut de la police fédérale.

### La fin d'un chapitre?

Deux ans plus tard, à Oklahoma City, Timothy McVeigh passe à l'action. Dans une lettre à un ami, le 3 mai dernier, il a écrit: «L'explosion était une mesure de représailles, une réplique aux nombreux raids exécutés par les agents fédéraux au cours des années précédentes, à Waco et ailleurs.»

L'acte terroriste du 19 avril 1995 aura forcé les Américains à ouvrir les yeux sur le phénomène des milices, sur l'extrême droite. McVeigh ne faisait pas partie d'un groupe paramilitaire, mais il partageait l'idéologie du mouvement. De plus, son complice, Terry Nichols, était membre de la Michigan Militia.

Ex-militaire, Nichols a fait la connaissance de McVeigh pendant la guerre du Golfe. En 1992, il a renoncé à sa citoyenneté américaine, se disant trahi par son gouvernement. Il a écopé d'une peine de prison à vie pour son rôle dans l'attentat.

Les organisations paramilitaires ont conti-

nué à attirer l'attention après Oklahoma City. En novembre 1995, un groupe extrémiste du Montana, les Freemen, se retranchaient sur une ferme et tenaient tête aux policiers fédéraux pendant 81 jours avant de se rendre sans violence. Éleveurs en faillite, cowboys sans argent, ils affirmaient que leurs droits de citoyens «souverains» les plaçaient au-dessus des lois et des juges.

En 1996, le nombre des milices s'élevait à 858, un sommet, selon le Southern Poverty Law Center (SPLC), qui s'intéresse à la question depuis plusieurs années. Dans son dernier rapport, rendu public mardi dernier, l'organisation ne répertoriait plus que 194 groupes actifs parmi le mouvement des « patriotes ». Les milices les plus redoutables, celles du Montana, de l'Arizona, du Michigan, de la Géorgie et de l'Alabama sont décimées ou décapitées. Plusieurs leaders sont en prison.

«L'exécution de Timothy McVeigh pourrait servir de point final au phénomène des milices», a écrit le SPLC dans son rapport. Et d'ajouter: «Les membres des milices sont retournés à la maison, désillusionnés et fatigués d'attendre une révolution qui ne semble jamais venir.»

Mais le SPLC ne pavoise pas. Selon ses recherches, le nombre des groupes racistes et antisémites continue à augmenter aux États-Unis.

### De Bush I à Bush II

Norman Olson, fondateur de la milice du Michigan, suggère une autre explication au déclin des milices. Selon lui, il faut y voir une conséquence de l'élection du président George W. Bush, un conservateur du Texas qui a toujours défendu le droit des citoyens de s'armer. «Dans l'ensemble du pays, les patriotes sont satisfaits de la façon dont les choses se passent», a déclaré Olson dans une entrevue au *New York Times*.

Ainsi, en 1990, le père aura fait peur aux

tenants de l'extrême droite. Aujourd'hui, le fils les rassurerait. Il y a là matière à réflexion.

La pure horreur d'Oklahoma City a également fait perdre des membres aux milices d'extrême droite. En 1995, aucun leader du mouvement n'a défendu l'acte de McVeigh. Et aucun «patriote» ne se porte aujourd'hui à la défense du condamné à mort.

«McVeigh n'est qu'un malade mental qui a commis son petit truc de fou pour se rendre célèbre», a dit Tom Wayne, l'actuel directeur d'une milice au Michigan. «S'ils ont besoin de volontaires pour un peloton d'exécution, nous sommes prêts.»

Pour l'heure, Gore Vidal, petit-fils d'un sénateur de l'Oklahoma et auteur de plusieurs romans historiques, est la seule personnalité publique à avoir montré de la sympathie pour le tueur. Âgé de 75 ans, l'écrivain a entretenu une relation épistolaire avec McVeigh. Il aurait dû assister mercredi prochain à l'exécution dans la prison de Terre Haute parmi un groupe de cinq personnes choisies par le condamné. Il comptait tirer de l'expérience un article pour le magazine *Vanity Fair*.

Vidal n'approuve pas l'attentat d'Oklahoma City. Mais, comme McVeigh, il dit s'opposer à «la tyrannie du gouvernement américain contre son peuple». En parlant de Waco, il a dit au quotidien *The Oklahoman*: «Le gas a raison. Tu n'envoie pas le FBI pour tuer des femmes et des enfants.» Et d'ajouter: «Nous avons échangé plusieurs lettres. Il est très intelligent. Il n'est pas fou.»

Le psychiatre de McVeigh, John Smith, a déjà posé le même diagnostic. McVeigh n'est pas fou, a-t-il dit, il est profondément déprimé, et ce, depuis son enfance. Le divorce de ses parents ne l'a pas aidé.

«Il était en colère contre sa famille, a dit le psy. Pour échapper à la réalité, il s'est mis à fantasmer, à s'imaginer en héros luttant contre les méchants. À la fin, le méchant est devenu le gouvernement fédéral.»

# Le parc du Mont-Royal fête ses 125 ans en bonne santé

Contre vents et marées, contre les promoteurs plus ou moins bien intentionnés qui s'attaquent régulièrement à son intégrité, le parc du Mont-Royal célébrera le 24 mai le 125<sup>e</sup> anniversaire de son inauguration officielle en 1876. Et les célébrations seront d'autant plus importantes que le centième anniversaire, en mai 1976, passa inaperçu, les yeux des Montréalais étant tournés vers le Stade olympique, toujours en chantier à moins de deux mois des Jeux. Pendant les mois d'été, le parc sera donc au cœur de nombreux événements organisés par le Centre de la montagne et les Amis de la montagne, deux organismes voués à sa préservation. Chaque semaine d'ici le 8 juillet. La Presse vous présentera le mont Royal sous toutes ses coutures. Aujourd'hui, dans un premier volet, vous découvrirez notamment comment l'expropriation en 1874 des 16 propriétaires des terrains requis pour créer le parc du Mont-Royal a coûté la somme faramineuse d'un million de dollars, l'équivalent de 290 millions de nos huardes actuels!



GUY PINARD

Quand une chose est trop évidente, on a tendance à la considérer comme allant de soi. Le mont Royal en est un bel exemple. Planté au beau milieu de l'île de Montréal, il est quasi impossible de le rater, et pourtant, de nombreux Montréalais n'y ont jamais mis les pieds. Les célébrations du 125<sup>e</sup> anniversaire représenteront donc une bonne façon d'y remédier. Beaucoup de gens confondent le parc avec la montagne elle-même. Or, le parc de 200,33 hectares couvre à peine 14% du territoire naturel de la montagne de 10 km<sup>2</sup>. Autre source de confusion, la création du site patrimonial du Mont-Royal sous l'administration Doré: le site couvre une plus grande superficie (le règlement 7593 promulgué le 15 décembre 1987 n'en établit pas la superficie) que le parc, mais elle reste bien en deçà des 10 km<sup>2</sup>.

Comment expliquer la présence de cette montagne perdue au milieu de la plaine, entre les Laurentides et les Appalaches? Avec l'aide de Michel Famelart, professeur en biologie à l'Université de Montréal, nous allons assister à sa «naissance».

Il y a environ 125 millions d'années, pendant le mésozoïque, de la roche en fusion s'est attaquée à la croûte terrestre sans pouvoir la percer (d'où la rumeur persistante voulant que le mont Royal soit un volcan éteint). Le même phénomène s'est produit en maints endroits entre les deux chaînes de montagnes pour former les monts Oka, Saint-Bruno, Saint-Hilaire, Rougemont, Yamaska, Shefford et Bromé, nommés plus tard Montérégiennes en l'honneur du mont Royal.

Puis survint la période des glaciations. Le territoire situé entre les Laurentides et les Appalaches était recouvert d'un immense glacier de deux kilomètres d'épaisseur (eh oui!) «C'était comme une immense banquise», dit M. Famelart, qui recouvrait totalement le sommet de notre vénérable montagne.

À la fin des glaciations, il y a environ 12 000 ans, cette banquise a fondu pour former une mer immense coincée entre les Laurentides et les Appalaches, connue aujourd'hui sous le nom de mer de Champlain. En fondant, la banquise entraîna un déplacement de débris qui ont érodé le sommet du mont Royal et des autres montagnes situées en terrain précambrien comme lui. Au sous-sol de la maison Smith, sur le mont Royal, on peut observer un immense bloc de gabbro (une sorte de lave cristallisée), poli par l'érosion, avec de nombreuses stries qui témoignent du frottement des débris. À voir sans faute!

Avec le retrait graduel de l'eau de la mer de Champlain, le mont Royal est devenu une île, puis une montagne au milieu de l'île de Montréal dans l'archipel d'Hochelaga.

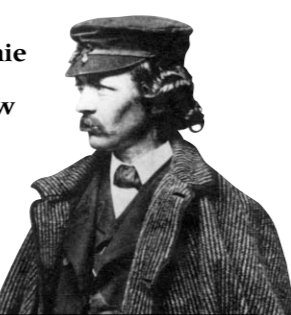
## Sa «découverte»

Le nom de «mont Royal» apparaît pour la première fois dans *Voyage en*



Photo PIERRE MCCANN, La Presse

Le dimanche 20 mai, le génie créateur de Frederick Law Olmsted.



(1) On entend par forêt climatique une forêt qui, après plusieurs mutations d'espèces au fil des ans, acquiert une stabilité permanente au plan des espèces.

Nouvelle-France, un récit écrit par Jacques Cartier en 1535 lors de sa visite à Hochelaga, un village iroquois situé au pied de la montagne: «Au parmi de ces campagnes, est située et assise la dite ville de Hochelaga, près et joignant une montagne qui est, sur tout son pourtour, labourée et fort fertile. (...) Une montagne... du dessus de laquelle on voit fort loin. Nous nommâmes cette montagne le mont Royal.»

La ville doit son nom au mont Royal, en partie grâce au géographe italien Giovanni Battista Ramusio qui, dans un document daté de 1655, plaçait le *Monte Real* («mont Royal» en italien) près de Hochelaga. Par contraction et traduction, *Monte Real* est devenu Montréal, nom que porte l'ancienne Ville-Marie depuis 1763.

## La création du parc

La création du parc du Mont-Royal par l'administration municipale date de 1872. Une coupe à blanc réalisée pour faire du bois de chauffage durant l'hiver de 1860 par un propriétaire foncier du nom de J. Lamothé (sa terre se trouvait dans l'axe de l'actuelle rue Peel) servit d'élément déclencheur. En 1873 et 1874, la ville expropria 16 propriétaires des terrains requis pour le futur parc. Parmi eux, de grands noms: le spéculateur foncier Hosea Bonen Smith; l'homme d'affaires John Redpath; P.E. Picault et J. Lamothé; le magnat maritime Hugh Allen (sauf pour la partie où se trouvait sa demeure, le «Ravenscrag»); l'entrepreneur Hugh Taylor; le quincaillier John Frothingham; la succession Benjamin Hall; l'homme d'affaires Stanley Bagg et une partie des terres de l'Hôtel-Dieu. En 1869, le gouvernement provincial avait autorisé un montant de 350 000\$ pour ces expropriations qui coûteront finalement un million de dollars, une fortune pour l'époque, et l'équivalent de 290 millions de nos huardes actuels.

Confiés à l'architecte paysager Frederick Law Olmsted, les travaux débutèrent en 1875, et, lors de l'inauguration officielle, seul le chemin d'accès au sommet avait été construit.

## Le milieu sylvestre

La montagne, c'est aussi un milieu sylvestre. Et comme l'explique Michel Famelart, la forêt climatique<sup>(1)</sup> du mont Royal est la même qu'on trouve dans l'ensemble des forêts situées à l'intérieur d'un triangle irrégulier formé par les vallées de l'Outaouais et du Saint-Laurent jusqu'à Sorel, en passant par Joliette.

Sur le mont Royal domine donc l'érablière à caryer, incorporant plus particulièrement différentes espèces d'érables (à sucre, argenté, rouge, de Pennsylvanie), le noyer, le charme, l'ostryer, le frêne et le caryer. Les chênes rouges occupent le sommet de la montagne, tandis que le bouleau (il en reste de moins en moins) peuple l'escarpement. On dénombre 18 essences différentes.

Selon M. Famelart, les «coupes de moralité» de 1954 (l'administration municipale voulait prévenir les «sauteries» dans les sous-bois) ont causé un tort immense au secteur boisé du mont Royal, évident dès le printemps suivant, alors que l'érosion endommagea des centaines d'arbres. Il fallut donc reboiser rapidement, et pour ce faire, on utilisa des résineux

parce qu'ils étaient disponibles en grand nombre, faciles à planter et s'enracinaient rapidement. Mais ce faisant, on a dénaturé la forêt climacique. L'ingénieur forestier Denis Marclé connaît la forêt du mont Royal sur le bout de ses doigts. Pendant huit ans jusqu'en 1999, il a supervisé la plantation de 12 000 arbres et de 234 000 arbustes, d'abord dans le cadre d'une renaturalisation de la montagne, ensuite pour réparer les dégâts causés par le verglas de 1998 qui a entraîné l'abattage de 5000 arbres, avec l'espoir que les plus endommagés parmi les autres pourraient survivre. Marclé explique cette prudence modérée dans l'abattage par la volonté de ne pas affecter les plantes du sous-bois.

Lorsqu'on transplante des arbres, on essaie de respecter les essences existantes du milieu, dit M. Marclé. Sauf que dans le cas du caryer, on connaît très peu de succès puisque les écueils déterrent les jeunes pousses pour manger la noix. Le dernier recensement officiel remonté à 1991, alors qu'on avait dénombré 108 000 arbres de 7,5 cm ou plus de diamètre. Selon un calcul non scientifique réalisé par M. Marclé et tenant compte de la croissance et de la mortalité naturelles, le nombre d'arbres varierait actuellement entre 115 000 et 120 000.

Parlons maintenant du sous-bois. Le biologiste Michel Famelart a dénombré une quinzaine d'espèces de fleurs printanières. Les plus belles à ses yeux sont la sanguinaire, le trille blanc, spectaculaire à cause de sa forme de lys, le trille jaune et l'érythron. Les fougères sont concentrées en milieu humide.

Parmi les arbustes les plus répandus, M. Famelart mentionne le chevreuille du Canada, les ronces, les framboisiers sauvages, les cerisiers sauvages, les viornes, etc.

## La faune

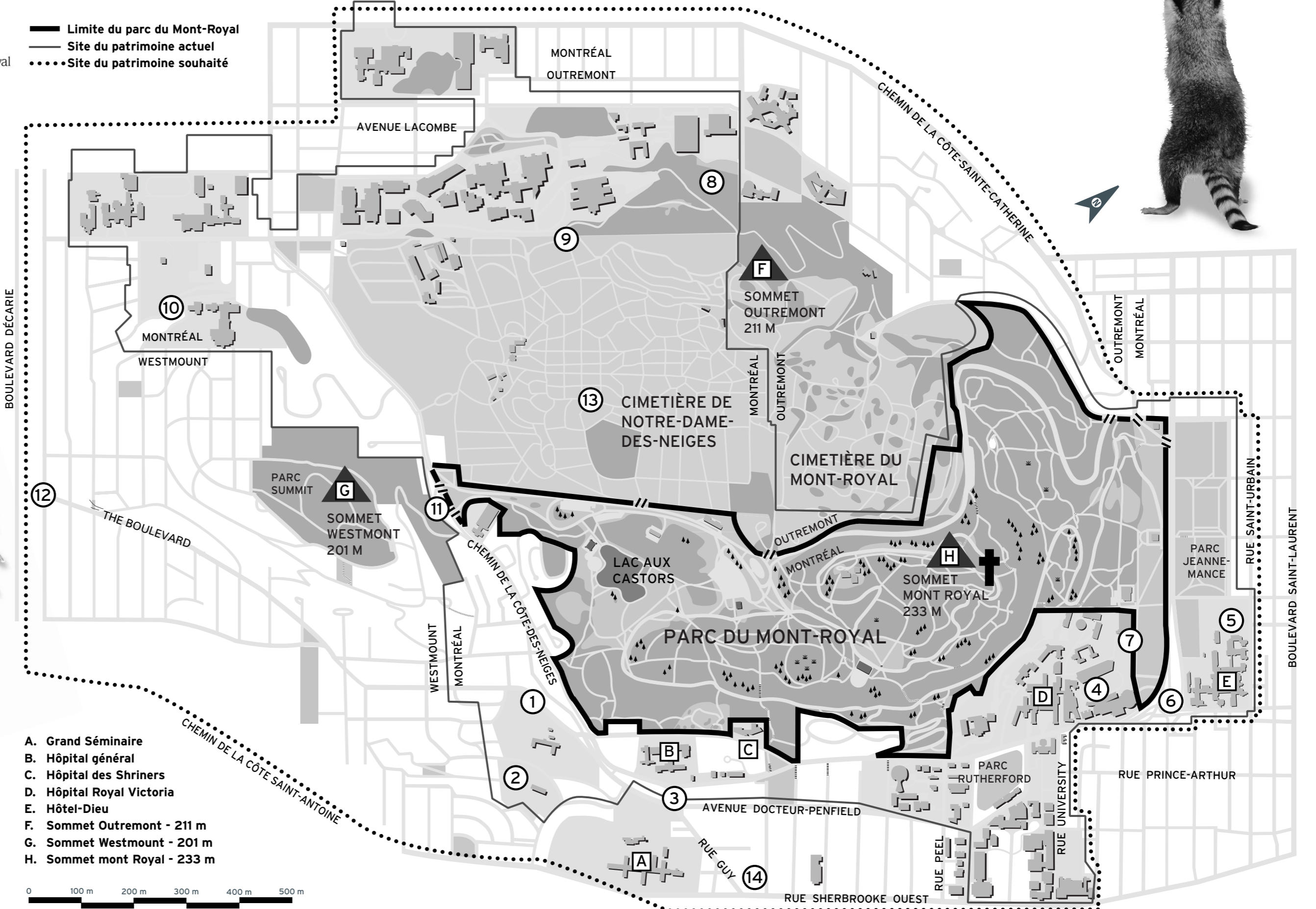
Le mont Royal fait le bonheur des ornithologues qui y ont observé pas moins de 150 espèces, attirées par la nourriture naturelle et les mangeoires installées tout le long du chemin Olmsted. On y trouve des espèces plus communes comme le mésange, le geai bleu, le cardinal, le merle bleu, le colvert dans les marais, mais aussi des oiseaux plus rares comme la petite nyctale, le durbec des sapins, le troglodyte, le passerin indigo, et le petit duc maculé. Hélas, ajoute M. Famelart, la construction de la pente de ski de l'Université de Montréal a détruit l'habitat naturel d'une colonie de faisans sans doute importés au début du XX<sup>e</sup> siècle pour le plaisir des membres du Montreal Hunt Club voisin.

Quelques mots enfin sur la population des mammifères, moins importante que la gent ailée. À cause de la nourriture abondante, on remarque les bêtes habituellement présentes dans un milieu sylvestre: écureuil gris, tamia rayé, musaraigne, raton laveur, marmotte, mouffette, etc.

De nombreux témoignages attestent de la présence d'au moins un renard roux. Ouvrez l'œil lors de votre prochaine visite; peut-être découvrirez-vous sa tanière...



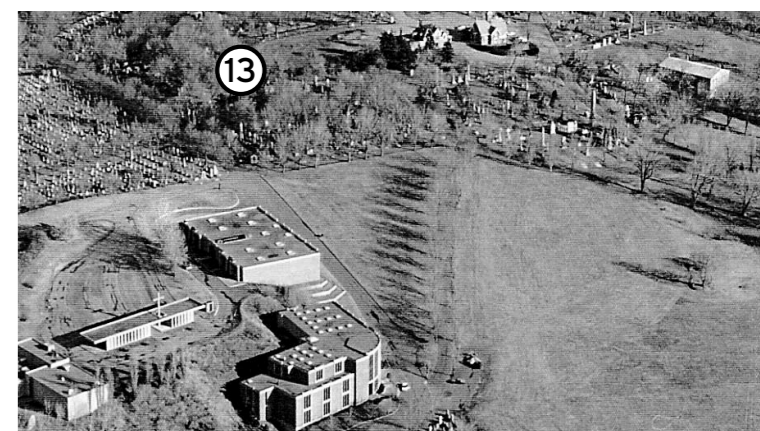
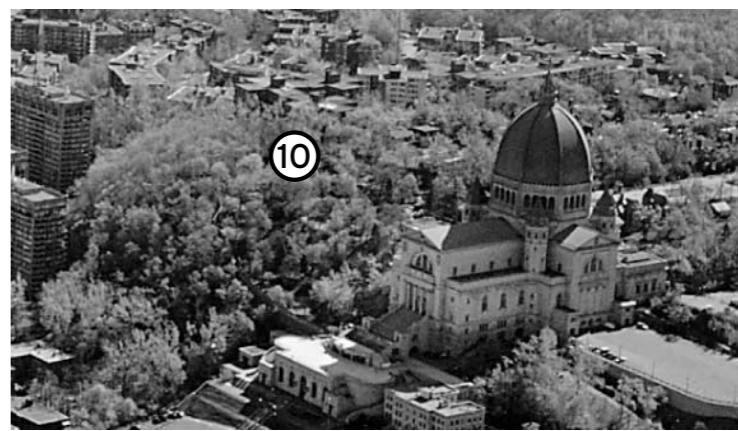
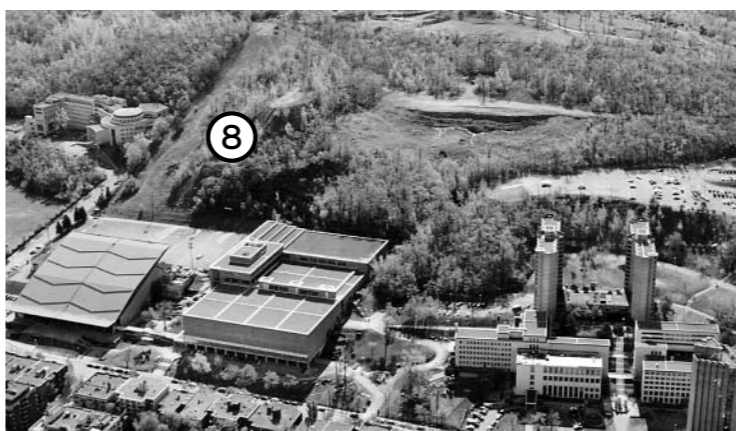
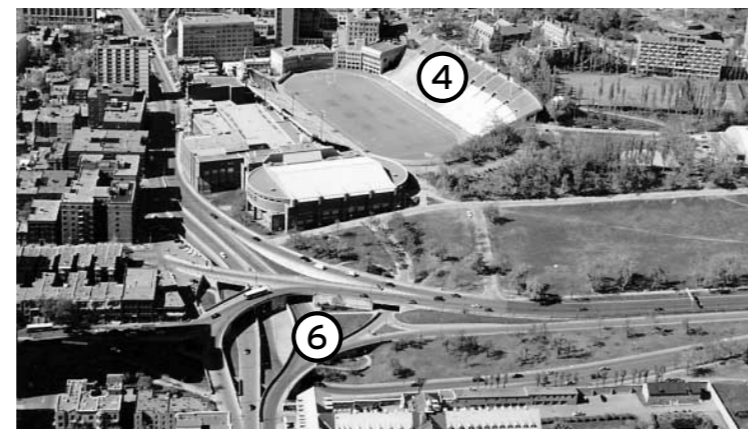
— Limite du parc du Mont-Royal  
— Site du patrimoine actuel  
- - - Site du patrimoine souhaité



- A. Grand Séminaire
- B. Hôpital général
- C. Hôpital des Shriners
- D. Hôpital Royal Victoria
- E. Hôtel-Dieu
- F. Sommet Outremont - 211 m
- G. Sommet Westmount - 201 m
- H. Sommet Mont Royal - 233 m

0 100 m 200 m 300 m 400 m 500 m

Source de la carte: Les amis de la Montagne



## Le parc du Mont-Royal, le site du patrimoine et les points chauds

GUY PINARD

CETTE CARTE contient des informations de deux ordres. Les premières concernent le territoire. D'abord, elle définit les limites du parc du Mont-Royal (d'une superficie de 200,33 hectares, ou 511 acres) telles qu'inscrites dans la charte de la Ville de Montréal lors de sa refonte en 1960. Ensuite, elle indique le périmètre du site du patrimoine du Mont-Royal tel que reconnu par la Ville de Montréal lors de son adoption le 15 décembre 1987. L'ajout dans le site du patrimoine du cimetière Notre-Dame-des-Neiges représente la plus importante différence entre les deux. Enfin, elle montre le périmètre agrandi du site du patrimoine, tel que souhaité par le Centre de la montagne et les Amis de la montagne, alors que

la nouvelle Ville de Montréal, si elle a la détermination politique de le faire, pourra intégrer les territoires qui font partie des villes d'Outremont et de Westmount. Il est ironique de constater que deux des trois sommets du mont Royal se trouvent à l'extérieur des deux entités.

Les deuxièmes informations concernent les points chauds, c'est-à-dire les projets qui, situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre actuel du site du patrimoine, visent l'intégrité du mont Royal. Les voici.

### 1. Projet Canderel

Le promoteur Canderel souhaite construire un édifice à logements entre les immeubles à logements Gleneagles et Trafalgar, à la place des maisons Thompson et Sparrow, en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges. La Ville de Montréal

a donné son aval. Les Amis de la montagne ont recueilli pas moins de 10 000 signatures demandant la suspension du projet, décriée par le ministère de la Culture. Mais pour combien de temps?

### 2. Ferme sous les noyers

Après avoir coupé des dizaines d'arbres, le promoteur René Lépine est allé de l'avant avec son projet dans la côte de la rue Atwater.

### 3. Appartements Royal Penfield

Avec la bénédiction de la Ville de Montréal comme dans le cas précédent, un immeuble à logements remplacera l'église de la First Church of Christ Scientist à l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et de l'avenue Docteur-Penfield.

### 4. Renovations du stade Percival-Molson

Un projet mineur, limité à l'élevation des estrades du côté sud à la même hauteur que celles du côté nord, afin d'ajouter des loges de prestige. En revanche, on craint que l'amélioration de l'éclairage en dérange quelques-uns.

### 5. Surélévation d'un des édifices de l'Hôtel-Dieu

Malgré la possibilité d'un démantèlement au cours de la prochaine décennie à cause de la construction du futur Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), l'Hôtel-Dieu souhaiterait hausser de deux étages un de ses édifices de la rue Saint-Urbain.

### 6. Échangeur des Pins/du Parc

Le maire Pierre Bourque a promis devant des résidents du voisinage de démolir cet échangeur disgracieux. Il est toujours là.

### 7. Résidences McGill

Les autorités de l'Université McGill auraient songé un moment à construire des résidences pour étudiants à proximité de l'avenue Du Parc, mais le projet aurait été abandonné. La vigilance s'impose quand même.

### 8. Agrandissement du stade de l'Université de Montréal

Pour profiter d'une subvention de 1,6 million de dollars du gouvernement provincial, l'Université construira des gradins du côté sud, dans une zone protégée du parc du Mont-Royal.

### 9. Centre de recherche aérospatiale

Le gouvernement fédéral songerait à construire ce centre derrière l'École polytechnique, mais il prendrait la place d'un terrain de stationnement.

### 10. Oratoire Saint-Joseph

L'administration de l'Oratoire a lancé une importante campagne de souscription. Ses projets d'avenir restent à définir.

### 11. Appartements du Parc Westmount

Il s'agit d'appartements construits en bordure du chemin de la Côte-des-Neiges, à proximité de l'entrée du parc par le chemin Remembrance, heureusement de la même hauteur que le Centre funéraire sis de l'autre côté du chemin.

### 12. Projet Villa-Maria

On ignore ce que réserve l'avenir dans ce projet qui sème l'inquiétude dans le secteur.

### 13. Projet de quatre crématoriums dans le cimetière Notre-Dame-des-Neiges

Les autorités du cimetière souhaitent ajouter ces crématoriums, après un moratoire d'une quinzaine d'années sur les nouvelles constructions dans le cimetière.

### 14. Projet Monit

Ce projet de la rue Guy, au sud de la rue Sherbrooke, n'aurait rien de bon pour les organismes voués à la défense du mont Royal, surtout à cause de sa hauteur de 30 étages qui détruirait une autre perspective du mont Royal.

D'autres cas difficiles peuvent survenir au cours des prochaines années. On sait par exemple que les prêtres de Saint-Sulpice se départiront de certains terrains voisins du Grand Séminaire, rue Sherbrooke. Parions que les environnementalistes et les Amis de la montagne auront fort à faire face aux promoteurs éventuels.

Par ailleurs, la construction des nouveaux centres hospitaliers de l'Université McGill et de l'Université de Montréal signifiera l'abandon de plusieurs établissements hospitaliers situés dans les limites du site du patrimoine du Mont-Royal, plus précisément l'hôpital Royal Victoria, l'hôpital des Shriners, l'hôpital général de Montréal et l'Hôtel-Dieu. Le recyclage de tous ces édifices soulève de nombreuses inquiétudes.

Petit à petit, le développement du centre-ville de Montréal détruit la perspective du mont Royal.





## ... en toute confiance avec Wawanesa

Quand il s'agit d'assurance auto, il n'y a pas cinquante-six façons de faire les choses. À un moment ou l'autre, il faut se donner la peine de faire le tour afin d'avoir ce qu'il y a de mieux comme assurance ...

C'est exactement ce qu'a fait Nathalie avant de choisir Wawanesa pour une assurance auto et un service numéro un de A à Z.

- Agents certifiés courtois et avisés
- Service supérieur à la vente comme aux réclamations
- Primes concurrentielles, rabais avantageux, modalités de paiement pratiques
- Responsabilité civile jusqu'à 1 000 000 \$, assurance individuelle, protection du véhicule avec choix de franchises
- Option Sécurichoix avec avenants additionnels
- Règlement rapide et équitable de la réclamation

Oui, un coup de fil suffit et vous roulez l'esprit tranquille. Vous risquez juste d'économiser!



**Wawanesa**  
assure vos biens...bien!

© 2001 La Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa. Fondée au Canada en 1896.

**342-2211** ou  
**514-342-2211**

Service téléphonique:  
de 7h30 à 20h30.  
Samedi: de 9h à 14h30.

www.wawanesa.com

# Le Québec essuie les ambiguïtés du Mexique

BRIGITTE MORISSETTE  
collaboration spéciale

MEXICO — Les mots « autodétermination » et « autonomie » hantent depuis deux semaines de brûlants débats dans les médias mexicains de plus en plus mordants à l'égard du pouvoir. Le Québec — que le président Fox compare au petit État de Guanajuato — n'y est pour rien. Mais les craintes de projets « séparatistes » ayant incité le congrès à édulcorer le nouveau statut des indigènes illustrent la circonspection qui inspire toujours l'élite mexicaine en matière constitutionnelle comme en politique étrangère.

Cette difficulté des autorités mexicaines à consentir une parcelle d'autonomie n'augure rien de stimulant pour Bernard Landry, anxieux de voir le Québec figurer comme le 35<sup>e</sup> État de la Zone de libre-échange des Amériques. M. Vicente Fox prêche pour un fédéralisme décentralisé, mais sa réponse à la question d'un journaliste canadien, à Montréal le mois dernier, n'indique guère de changement dans les relations Canada-Mexique-Québec.

— Quelle place accorde le président du Mexique au Québec, dans une future Zone de libre-échange des Amériques? demande le journaliste.

— Ni plus ni moins que celle de Guanajuato, de répondre le président Fox avec son large sourire à la Clark Gable.

« C'est une comparaison malheureuse », réplique au téléphone M. Agustin Gutierrez Canet, un intellectuel à la tête du Département d'études internationales à l'influente Université ibéro-américaine. On peut y déceler une incompréhension de la personnalité particulière du Québec, de sa propre autonomie aussi bien sur le plan politique que culturel et économique... »

— Allez-vous inviter le premier ministre Landry? avait-on demandé au président Fox quelques jours avant son départ pour Ottawa et Québec, fin avril.

— S'il veut venir à Mexico, il sera le bienvenu... Une relation ouverte ne doit offenser personne... Comme gouvernement fédéral, notre relation s'exerce avec le premier ministre du Canada. Mais ici à Los Pinos (la résidence présidentielle), je reçois des gouverneurs, des maires,

des citoyens canadiens à bras ouverts. Tout le monde peut venir. Le Mexique veut intensifier ses relations avec le Canada, mais aussi entre les États et les provinces, entre l'Alberta et l'État de Nuevo Leon, entre le Québec et Guanajuato, entre Montréal et Guadalajara. L'important, c'est de renforcer les contacts à tous les niveaux.

Cette réponse n'est pas exempte d'ambiguïté. Elle ne corrige pas le malaise provoqué à Québec lorsque le cabinet du président Fox a retiré — sur pression de l'ambassade du Canada — son invitation au premier ministre Bouchard pour assister, aux côtés de gouverneurs américains, à l'intronisation du président mexicain au Congrès.

La comparaison du Québec — dont le PIB représente près du tiers de celui de tout le Mexique — au petit État de Guanajuato a de quoi laisser perplexe. Guanajuato ne pèse pas lourd dans la fédération mexicaine sévèrement centralisée. La moyenne de scolarité dans Guanajuato — 5 millions d'habitants — ne dépasse pas le primaire. La moitié de la population active gagne autour de 50 \$ par semaine ou moins. Guanajuato est l'un des États d'où partent clandestinement le plus grand nombre de Mexicains en quête de travail aux États-Unis. Mais Guanajuato (la capitale), c'est aussi la plus jolie ville des Amériques, patrimoine de l'humanité. Et une université qui développe ses échanges avec le Québec.

Un représentant de Guanajuato corrige : « Guanajuato constitue la sixième économie du Mexique. Chrysler y assemble des voitures. Et comme le Québec, nous sommes le seul État à posséder des bureaux à New York, Los Angeles, en Espagne, en Italie, à Hong Kong. D'autres vont s'ouvrir. »

« Le président Vicente Fox est perçu en non-conformiste empruntant au bout du compte la voie de l'orthodoxie », commente un journaliste mexicain qui accompagnait M. Fox à Montréal. Le président a soumis au Congrès une loi pour l'autodétermination et l'autonomie des indigènes sur leurs territoires. Le Congrès a substitué « terres » à « territoires », et le président a félicité les législateurs qui venaient pourtant de raser les ambitions autonomistes des 10 millions d'autochtones mexicains !

présente

# Féria du vélo

du 27 mai au 3 juin 2001

**Dimanche 3 juin** Parcours tout en musique!

## Le Tour de l'Île

**Pédalez en musique dans l'ouest de l'île**

5 univers musicaux à découvrir

- Kim Richardson et le People's Gospel Choir of Montreal
- La folle ambiance des années 60 avec Les Tubes
- La tendance techno avec le DJ Dany C
- Les rappeurs et les jeunes talents du YMCA
- Les grands succès de l'Été Frulatté!

Tentez l'expérience!

**Concours « Pédalez et gagnez »!**

*Inscrivez-vous au Tour de l'Île et vous pourriez gagner :*

L'un des trois voyages à vélo pour deux personnes offerts par les Voyages du Tour de l'Île :

**1<sup>er</sup> prix : la Belgique et les Pays-Bas** (du 8 au 23 août 2001)

**2<sup>e</sup> prix : le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie** (une semaine durant l'été 2001)

**3<sup>e</sup> prix : la Petite Aventure dans le Suroît** (du 30 juin au 2 juillet 2001)

Pour participer au concours, inscrivez-vous au Tour de l'Île avant le jeudi 31 mai, à 17 h.

Le tirage au sort aura lieu le vendredi 1<sup>er</sup> juin, à midi, à la Maison des cyclistes. Les trois gagnants seront avisés par téléphone le jour même. Les règlements sont disponibles à la Maison des cyclistes, au 1251, rue Rachel Est, à Montréal. Pour obtenir leur prix, les gagnants devront répondre correctement à une question faisant appel à leurs connaissances générales.

**Dimanche 27 mai** Nouveau parcours!

## Le Tour des Enfants

- Nouveau parcours de 21 km
- Jeux et animation au parc Jarry

**Mardi 29 mai**

## La vélo-conférence

Steve Smith à pédalo sur l'Atlantique

- 111 jours en mer
- 7 500 km du Portugal à la Floride

À 20 h, à l'UQÀM, pavillon Judith-Jasmin, salle Marie-Gérin Lajoie (en anglais uniquement)

**Jeudi 31 mai**

## Le Jour V

Déplacez-vous à vélo!

- Un moyen de transport pratique, sympathique et économique
- Des animations complètement vélo au parc Lafontaine

en collaboration avec

**Il est encore temps de vous inscrire**

par téléphone ou en ligne.

**514 521-TOUR**

www.velo.qc.ca

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*

12 mai 2001

Page B9 manquante

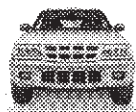
# DE TOUTES LES COULEURS!

Chaque samedi dans **La Presse**

# MONTOIT



Isuzu, 85 ans d'expérience.



- MOTEUR V6 3.2 LITRES 205 HP
- VITRES ET PORTES ÉLECTRIQUES
- GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR
- CLIMATISATION
- LECTEUR CD

Rodeo \$ 2001	434 \$	399 \$	326 \$
Mensualité	434 \$	399 \$	326 \$
Comptant	0 \$	1595 \$	4995 \$

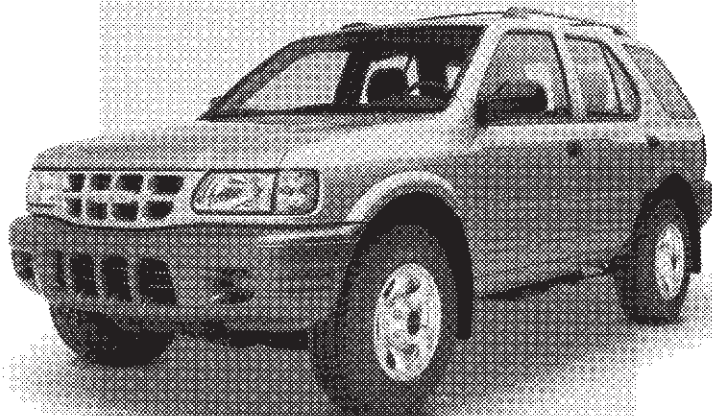
**399\$ / Mois**  
Bail de 48 mois

Taux de location de **1,9%**  
Comptant de seulement **1595\$**  
Frais de transport inclus

**ISUZU**

Loin devant.

Son taux de **financement**  
de **1,9 %**  
c'est comme une **bouffée d'air pur.**



www.isuzucanada.com

\* Basé sur un Isuzu Rodeo S 154 2001, PDSF 32 485 \$. Ces mensualités sont calculées sur un bail de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat un comptant initial (ou l'échange équivalent) ainsi qu'un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 0,12 \$. Programme 24 000 km aussi disponible. Les débiteurs peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

Saturn Saab Isuzu de Blainville  
(450) 437-6317

Bourassa Saturn Saab Isuzu (Laval)  
(514) 385-9191

Saturn Saab Isuzu de Brossard  
(450) 572-2500

West Island Saturn Saab Isuzu  
(514) 332-4424

Gravel Saturn Saab Isuzu (Montréal)  
(514) 861-2000

Mondial Saturn Saab Isuzu (Montréal)  
(514) 385-7222

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne  
(450) 954-1374

Décarie Saturn Saab Isuzu  
(514) 342-2222

2027860

## L'accord de Kyoto ne peut être appliqué sans les É.-U., affirme Anderson

DENNIS BUECKERT  
Presse Canadienne

OTTAWA — Le reste du monde ne peut obliger les États-Unis à appliquer l'accord de Kyoto, et il est irréaliste de croire le contraire, a déclaré hier le ministre canadien de l'Environnement, David Anderson.

L'accord de Kyoto n'est pas mort, mais son évolution est liée aux conclusions que le cabinet américain tirera de la révision en cours, a affirmé le ministre.

M. Anderson ne s'attend pas non plus à ce que la rencontre des principaux pays signataires à Paris, la semaine prochaine, donne des résultats appréciables.

Alors qu'elle était en visite à Ottawa en avril, la commissaire à l'Environnement de l'Union européenne, Margot Wallstrom, a déclaré que l'accord de Kyoto irait de l'avant, avec ou sans les États-Unis. D'aucuns croient que les pays favorables à l'accord de Kyoto pourraient ratifier le traité à la prochaine rencontre de négociations, prévue à Bonn en juillet.

Le ministre Anderson trouve cette stratégie irréaliste. Trente-huit pays industrialisés ont pris l'engagement de réduire les gaz à effet de serre pour respecter la première étape de l'accord de Kyoto, dit-il, et les États-Unis représentent près de la moitié du total des émissions de ce groupe. « La tâche sera extrêmement difficile pour les 37 autres pays s'ils veulent réaliser les changements requis sans les États-Unis. »

Le président George W. Bush a annoncé le mois dernier qu'il ne ratifierait pas le protocole de Kyoto, alléguant que les exigences sur la réduction de la pollution risquaient de nuire à l'économie américaine.

Le ministre Anderson a précisé que le Canada maintenait son engagement à l'accord de Kyoto, en vertu duquel il devra réduire les émissions de gaz à effet de serre de six pour cent d'ici 2010, par rapport à leur niveau de 1990.

Il est manifeste que le réchauffement de la planète est déjà commencé, a déclaré M. Anderson, citant notamment la dégradation du pergélisol, la réduction du niveau d'eau dans les Grands Lacs et les conditions météorologiques extrêmes des dernières années.

Le ministre a encore une fois attribué la principale responsabilité de l'impasse de Kyoto aux Européens, qu'il a accusés d'inflexibilité.

Le Canada voudrait que les Européens reconnaissent que les forêts et les terres agricoles puissent servir de « puits » permettant de retenir hors de l'atmosphère le carbone conducteur de chaleur.

L'Union européenne s'oppose à l'utilisation des puits parce qu'elle craint que les industries ne s'en servent comme échappatoires pour éviter de réduire les émissions. Elle se dit cependant disposée à discuter de la question. Le Canada, qui possède de vastes étendues de forêts, bénéficierait d'un avantage important pour respecter ses objectifs si l'idée des puits était acceptée.

### loto-québec

résultats

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Le jeu doit rester un jeu

### SUPER 7

06 11 17 20 28 35 47

Tirage du 2001-05-11

Numéro complémentaire: 31

### Quotidienne

Tirage du 2001-05-11

3 4  
361 3892

### Extra

Tirage du 2001-05-11

NUMÉROS	LOTS
453253	100 000 \$
53253	1 000 \$
3253	250 \$
253	50 \$
53	10 \$
3	2 \$

### PANCO

Tirage du 2001-05-11

10	14	15	22	25
29	31	35	37	39
41	43	48	49	57
59	61	62	66	67

### LaMini

Tirage du 2001-05-11

NUMÉROS	LOTS
409374	50 000 \$
09374	5 000 \$
9374	250 \$
374	25 \$
74	5 \$
40937	1 000 \$
4093	100 \$
409	10 \$

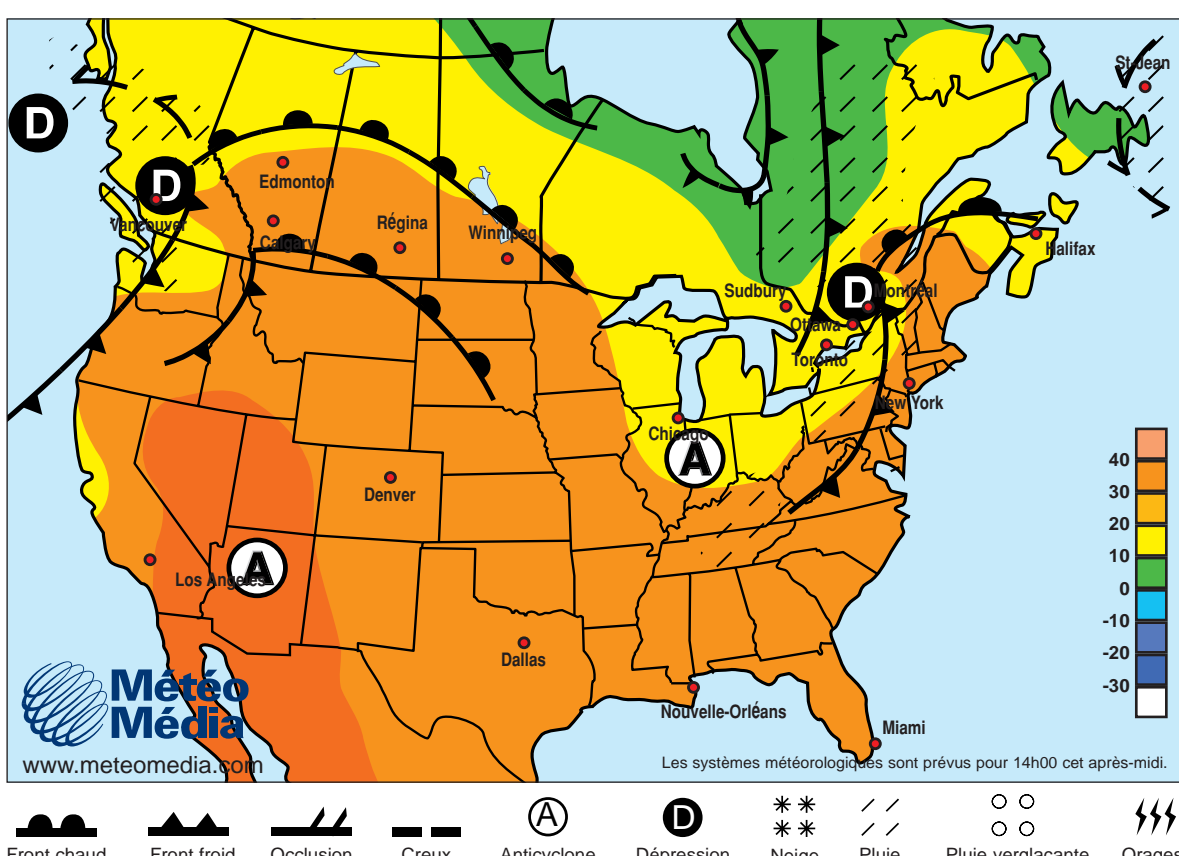
## La Presse

### MONTRÉAL ET LES ENVIRONS

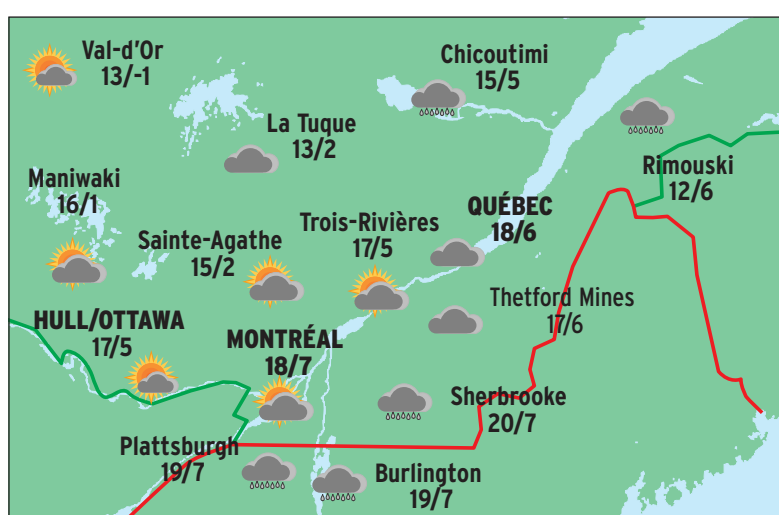
<b>AUJOURD'HUI</b>	MAXIMUM	18	Nuageux avec averses cessant en matinée, nuageux avec percées de soleil en après-midi. Probabilité de précipitations: 80%. Vents de l'ouest de 15 km/h à 20 km/h.
<b>CETTE NUIT</b>	MINIMUM	7	Généralement dégagé.
<b>DEMAIN</b>	MAX/MIN	15/6	Ciel variable. Probabilité de précipitations: 40%.
<b>LUNDI</b>	MAX/MIN	18/9	Ciel variable. Probabilité de précipitations: 40%.

QUÉBEC	OTTAWA	TORONTO
<b>AUJOURD'HUI</b> Plutôt nuageux. 18/ 6.	<b>AUJOURD'HUI</b> Passages nuageux. 17/ 5.	<b>AUJOURD'HUI</b> Passages nuageux. 15/ 6.
<b>DEMAIN</b> Plutôt nuageux avec quelques averses. 19/ 2.	<b>DEMAIN</b> Passages nuageux. 15/ 5.	<b>DEMAIN</b> Passages nuageux. 15/ 5.

### LES SYSTÈMES MÉTÉOROLOGIQUES



### PRÉVISIONS RÉGIONALES



BAIE-COMEAU	BAIE-JAMES	GASPÉ	SEPT-ÎLES
<b>AUJOURD'HUI</b> Pluie. 10/ 6.	<b>AUJOURD'HUI</b> Plutôt nuageux. 3/ -3.	<b>AUJOURD'HUI</b> Généralement ensoleillé. 17/ 7.	<b>AUJOURD'HUI</b> Plutôt nuageux avec averses dispersées. 10/ 6.
<b>DEMAIN</b> Nuageux avec faible pluie. 14/ 3.	<b>DEMAIN</b> Plutôt nuageux avec averses de pluie ou de neige.	<b>DEMAIN</b> Nuageux avec faible pluie. 16/ 2.	<b>DEMAIN</b> Nuageux avec faible pluie. 11/ 3.

### L'ALMANACH QUOTIDIEN POUR MONTRÉAL

<b>TEMPÉRATURE</b>	MAX	MIN	<b>FACTEUR HUMIDEX</b>	Aujourd'hui	Nul
Hier	28	12	<b>INDICE UV</b>	Aujourd'hui	Modéré
Normales du jour	18	7	<b>PRÉCIPITATION</b>	Hier	0mm
Auj. l'an passé	20	8	<b>LE SOLEIL ET LA LUNE</b>	5h27	20h14
<b>RECORDS</b>	Plus haut maximum	27 en 1992	Durée totale du jour: 14h47	0h29	9h19
Plus bas minimum	2 en 1963		15 mai	23 mai	29 mai
				06 juin	

### AU PAYS

	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Calgary	Beau 26/7	Averses 18/0
Charlottetown	Variable 13/8	Pluie 18/5
Cornwall	Variable 16/5	Beau 15/5
Edmonton	Variable 24/8	Averses 19/0
Fredricton	Ensoleillé 24/10	Pluie 21/6
Halifax	Ensoleillé 19/7	Pluie 19/6
Iqaluit	Variable -1/-10	Ave neige -2/-6
Moncton	Ensoleillé 21/10	Pluie 19/6
Régina	Beau 26/9	Beau 25/3
Rouyn	Ensoleillé 12/1	Variable 13/0
Saint-Jean	Pluie 7/3	Averses 6/1
Saskatoon	Beau 24/11	Beau 25/2
Sudbury	Ensoleillé 14/4	Variable 15/4
Thunder Bay	Variable 16/4	Beau 13/2
Vancouver	Averses 16/8	Averses 15/7
Victoria	Averses 17/6	Averses 16/6
Whitehorse	Beau 10/-1	Variable 13/0
Windsor	Éclairs 17/7	Beau 16/7
Winnipeg	Beau 19/10	Variable 23/8
Yellowknife	Variable 12/0	Variable 12/0

### LE MONDE

	AUJOURD'HUI
Amsterdam	Soleil 22/11
Athènes	Nuageux 23/15
Beijing	Beau 29/25
Berlin	Soleil 18/5
Bruxelles	Beau 24/10
Buenos Aires	Soleil 9/8
Liège	Pluie 18/13
Londres	Soleil 23/11
Los Angeles	Beau 21/13
Madrid	Beau 22/11
Mexico	Soleil 20/11
Moscou	Pluie 10/9
New Delhi	Soleil 43/26
New York	Averses 25/13
Paris	Beau 24/11
Rio	Beau 21/12
Rome	Beau 21/12
Tokyo	Soleil 19/16
Washington	Orages 25/12

### AU SOLEIL

	AUJOURD'HUI
Acapulco	Beau 28/24
Atlantic City	Averses 25/10
Boston	Averses 24/11
Cancun	Averses 30/20
Cape Cod	Averses 24/11
Daytona B.	Beau 27/17
La Havane	Averses 28/20
Honolulu	Beau 28/22
KeyWest	Nuageux 27/22
Kenebunk Pt.	Averses 21/9
Miami	Beau 28/22
Myrtle B.	Beau 28/16
Niagara F.	Beau 15/5
Old Orchard	Averses 21/9
Orlando	Beau 28/18
Palm Springs	Beau 40/18
Tampa	Beau 28/18
Virginia B.	Orages 28/15
W. Palm B.	Beau 27/20
Wildwood	Averses 25/10

# Le bouclier antimissile de Bush, bras militaire de la mondialisation



JOONFED KHAN

Unis, Israël et Micronésie), par une résolution interdisant la course aux armements dans l'espace. La Russie, la Chine — et le Canada — avaient milité dur pour un tel renforcement.

Rumsfeld lui-même rendait explicite dès janvier 2001 la volonté américaine de militariser l'espace.

« Il est possible de projeter la puissance à travers et depuis l'espace en réaction à des événements survenant n'importe où au monde », déclarait-il dans son rapport sur « la gestion et l'organisation de l'espace ». « Avoir une telle capacité donnerait aux États-Unis un extraordinaire avantage militaire en cas de conflit », dit-il.

La maîtrise des océans fut à la base de la puissance britannique durant l'époque coloniale. Celle des airs donna la victoire aux Alliés sur l'Allemagne hitlérienne. Celle de l'espace fonde et consacre désormais l'hégémonie mondiale des États-Unis.

Consécration, en effet, puisque les États-Unis ont démontré leur nette supériorité militaire depuis la fin de la guerre froide en mobilisant leurs alliés et clients pour libérer le Koweït et démembrer l'ex-Yougoslavie. Les Russes se sont tus, les Chinois ont laissé faire, les Européens ont collaboré en grognant et, dans le cas de l'Irak, les régimes arabes n'ont pas rechigné.

La détermination de l'Amérique de George W. Bush à foncer en solo, illustrée par son abandon unilatéral du Traité de Kyoto sur l'effet

de serre, agace le monde entier, les alliés européens, japonais et canadiens en premier lieu, mais sans que ceux-ci puissent y opposer la moindre parade.

Européens, Japonais et Canadiens ont adopté la posture de poser des questions et de demander « plus d'explications » — ce que Bush s'est empressé de faire en déléguant des émissaires partout. Les Russes retiennent l'offre de « consultations » de Bush, mais ils se réservent l'option de récuser Start-III, voire de se réarmer, même si cela compromet leur reconstruction économique.

Il en est même pour les Chinois, qui misaient sur la multilatéralisation du traité ABM et qui se voient acculés à une nouvelle course aux armements.

Ce qui explique l'étonnante approbation de l'Inde au projet NMD : « L'Inde ne peut que se réjouir de la pression que le NMD met sur la Chine, mais elle se voit aussi forcée de chercher refuge sous le bouclier antimissile américain », écrit Brahma Chellaney, un chercheur de New Delhi, dans le *Japan Times*.

« Bouclier planétaire, qui dit aux adversaires potentiels : je peux vous frapper mais vous ne pouvez pas riposter, donc soyez sages », dit Chellaney, qui poursuit : « Sous l'ABM, le mot d'ordre était : si vous me frappez, je peux riposter et vous le faire regretter. »

Bouclier planétaire qui couvrira l'OTAN, et poussera ses limites bien au-delà des frontières d'Eu-

rope de l'Est pour inclure Israël, Taïwan, la Corée du Sud et autres.

Le bouclier antimissile de Bush se présente ainsi comme le volet militaire de la mondialisation des marchés.

« La main cachée du marché a besoin d'un poing caché pour réussir : McDonald's ne saurait prospérer sans McDonnell-Douglas », a écrit un chroniqueur du *New York Times*.

« Et le poing caché qui garantit un monde sûr pour les technologies de la Silicon Valley s'appelle les Forces armées des États-Unis, l'Aviation, la Marine et le corps des Marines », disait-il, ajoutant : « Pour que fonctionne la mondialisation, l'Amérique ne peut pas hésiter à agir comme la toute-puissante superpuissance qu'elle est. »

S'adressant en octobre 2000 au Congrès, l'amiral J. P. Reason, commandant en chef de la Flotte atlantique, déclarait : « La prolifération des firmes multinationales à intérêt américain a été un facteur clé de la croissance économique mondiale. Cela a été possible grâce à la liberté de navigation, assurée par notre marine, qui continue donc d'être essentielle à la prospérité mondiale et à la sécurité nationale des États-Unis. »

« Alors que l'OMC (Organisation mondiale du commerce) s'attaque aux politiques sociales et environnementales, elle protège les industries militaires via l'« exception sécuritaire » de l'article XXI du GATT », écrit Alice Slater, du *Global*

*Resource Action Center for the Environment* (GRACE). Cet article, pour-suit-elle, prévoit que le seul rôle légitime des gouvernements, c'est de protéger et de financer leur secteur militaire.

Pas étonnant donc que les géants du complexe militaro-industriel américain comme Lockheed-Martin, Raytheon, Boeing et TRW soient directement impliqués dans la stratégie militaire de Bush, et plus particulièrement dans son projet NMD. Ces quatre compagnies ont dépensé 35 millions de dollars en lobbying en 1997-1998 et versé six millions à des campagnes électorales entre 1997 et 2000, selon M<sup>me</sup> Slater.

Le site Web du United States Space Command mérite une visite ([www.spacecom.af.mil/usspace/index.htm](http://www.spacecom.af.mil/usspace/index.htm)). Le texte *Vision for 2020* proclame, graphiques à l'appui, « la domination de la dimension spatiale des opérations militaires pour protéger les intérêts et les investissements des États-Unis ».

Et un autre texte, intitulé *Long Range Plan*, s'accompagne d'une liste de « remerciements » incluant 48 compagnies qui oeuvrent à cet objectif. Parmi elles, TRW, qui a congédié une employée, Nira Schwartz, pour avoir révélé que la compagnie avait falsifié les données du test d'un missile intercepteur qui ne pouvait faire la différence entre une ogive et un leurre.



## ACCÉDEZ AU POUVOIR

# SENTRA

## EDITION TOURING

# 2,8% \*\*

FINANCEMENT  
À L'ACHAT

## LE POUVOIR D'ÊTRE HEUREUX.

- AM/FM/CD AVEC LECTEUR DE 6 DISQUES
- JANTES EN ALLIAGE
- AILERON
- EMBOUT CHROMÉ
- MOTEUR 1,8 L DE 126 CHEVAUX
- CLIMATISEUR
- PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO
- PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE
- PARE-CHOC COULEUR CARROSSERIE
- DOSSIER ARRIÈRE RABBATTEBLE 60/40
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

# 239\$

PAR MOIS, location 48 mois\*

Acompte seulement 895 \$

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

ACOMPTE	MENSUALITÉ
0 \$	259 \$
895 \$	239 \$
1 695 \$	219 \$
2 695 \$	199 \$



TOUJOURS PLUS LOIN.

\*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2001 « Edition Touring » (C4LG51 BK00 + Option Touring). Acompte ou échange équivalent de 895 \$. Limite de 19500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. \*\*Taux de financement de 2,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

[www.nissancanada.com](http://www.nissancanada.com) 1 800 387-0122

| ÉLECTIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE |

# Les verts pourraient supplanter le NPD



GÉRALD LeBLANC

ANALYSE

Les élections ne se tiendront que mercredi en Colombie-Britannique, mais le premier ministre sortant, le néo-démocrate Ujjal Dosanjh, a déjà concédé la victoire aux libéraux, en supplantant les électeurs de lui accorder quelques sièges dans l'opposition.

Les sondages, qui accordent une avance de 50 % aux libéraux, laissent présager un balayage par la coalition de libéraux-creditistes-réformistes dirigée par Gordon Campbell. Non seulement sont-ils assurés du pouvoir, mais ils pourraient effectivement rafler les 79 sièges.

L'or étant acquis aux libéraux, le suspense s'est déplacé vers la médaille d'argent que le Parti vert pourrait ravir au Nouveau Parti démocratique.

« Ce n'est pas impensable, mais improbable », disaient, en début de campagne, les observateurs, dont certains se contentent maintenant de dire qu'on pourrait se retrouver mercredi soir, avec les verts à la tête de l'opposition en Colombie-Britannique.

Deux sondages ont été dévoilés cette semaine : Mark Trend donne 15 % aux verts et 14 % au NPD,

tandis que Ipsos Reid accorde 16 % des voix au NPD et 13 % aux Verts. Tenant compte des marges d'erreur, il faut parler d'égalité entre les deux aspirants à la seconde place.

« On peut parler d'un certain *momentum* vers la hausse chez les verts et vers le bas chez les néo-démocrates, mais il est difficile de prévoir l'issue dans chaque comté et il ne faut pas écarter la possibilité d'un balayage total par les libéraux », explique Daniel Tavas, de la firme Ipsos Reid.

« On ne connaît pas non plus, ajoute-t-il, l'effet du SOS lancé par Ujjal Dosanjh, qui vient d'implorer les néo-démocrates d'empêcher la disparition de leur parti. »

## Le chiffre magique de quatre

C'est vraiment l'enjeu de cette élection. Y aura-t-il une opposition à l'Assemblée législative de Victoria ? Le cas échéant, sera-t-elle formée de verts ou de néo-démocrates ? Comptera-t-elle au moins quatre députés, le seuil pour un parti reconnu et l'accès aux fonds de recherche ?

Tous s'accordent pour dire que les sondages gonflent l'appui aux verts qui n'ont pas la machine élec-

torale pour faire sortir le vote et dont l'appui est réparti aux quatre coins de la province, tandis que les néo-démocrates peuvent se replier sur leurs forteresses, fiefs traditionnels ou siège d'un leader local ou régional populaire. Ils concentrent effectivement les efforts du dernier droit sur une poignée de circonscriptions, surtout à Vancouver.

De plus, la leader des verts, Adriane Carr, militante écologiste assez connue et respectée en Colombie-Britannique, se présente dans la circonscription de Gordon Wilson, un des politiques les plus populaires de la province.

M. Wilson en sera cependant à son troisième parti politique

— libéral, alliance démocratique et néo-démocrate — et cette instabilité pourrait finalement lui coûter la fidélité des électeurs de son coin de pays. Il ne faut jamais perdre de vue qu'on se trouve en Colombie-Britannique, le royaume de l'excentricité politique.

On nourrit aussi de grands espoirs pour un autre croisé écologiste, Collen McCrory, qui se présente contre le ministre de la Santé, Corky Evans.

Toujours difficile de prévoir l'issue d'élections mettant en présence

plus de deux partis. Encore plus difficile de prévoir le comportement du Parti vert, tout nouveau dans l'arène et n'ayant encore fait élire aucun député au Canada.

« Notre système électoral, fondé sur le bipartisme, ne se prête pas à l'émergence de petits partis. Quand c'est le cas, il s'agit d'un phénomène régional, comme ce fut le cas avec les créditistes de Réal Caouette dans les années 1960 », explique le sociologue Jean-Guy Vaillancourt, spécialiste des groupes écologistes.

« La Colombie-Britannique, ajouté-t-il, offre sans doute le plus de possibilités aux verts, qui y sont déjà plus forts qu'ailleurs au Canada et qui pourraient profiter de la volatilité des moeurs électorales de cette province. »

## Une chance pour la proportionnelle

Que les libéraux raflent les 79 sièges ou que les verts délogent le NPD en deuxième place, les grands gagnants de ces élections pourraient être les partisans de l'adoption d'un nouveau mode de scrutin au Canada.

Populaire en Europe continentale et dans les anciennes colonies britanniques, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que dans les parlements régionaux de la Grande-Bretagne, le scrutin proportionnel est boudé en Amérique du Nord au nom de la stabilité gouvernementale.

S'ils réussissent à remporter des sièges, il est assuré que les verts favoriseront l'avènement du scrutin proportionnel, qui permettrait la présence parlementaire de verts ailleurs au Canada.

Et si les libéraux de Gordon Campbell remportent les 79 sièges, la pression sera encore plus forte pour corriger une situation où 40 % des électeurs ne seront pas représentés au Parlement.

D'autant plus que le programme du Parti libéral prévoit que le scrutin proportionnel fera partie des grands enjeux que l'on prévoit soumettre à une sorte d'états généraux de la Colombie-Britannique.

On peut ici rappeler ce qui se passe à l'autre bout du pays, à l'Île-du-Prince-Édouard, où une commission parlementaire vient de déposer son rapport sur les modifications à apporter à la loi électorale. « Nous n'avons pas écarté le scrutin proportionnel. Nous avons demandé au directeur des élections d'examiner immédiatement la question plus avant et de nous indiquer les solutions les plus profitables aux citoyens de notre province », disait Jim Bagnall, président de la commission parlementaire.

Lors de trois des quatre dernières élections, dont celles de l'an 2000, le Parlement de l'Île-du-Prince-Édouard s'est retrouvé avec un seul des 27 députés du côté de l'opposition. D'où l'intérêt pour le scrutin proportionnel.